

PRIMATURE

CABINET



BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

DISCOURS SUR LA SITUATION DE LA NATION 2020

De son Excellence Monsieur Christophe Joseph Marie DABIRE,
Premier Ministre, Chef du Gouvernement du Burkina Faso

Prononcé devant l'Assemblée Nationale



Ouagadougou, le 20 mai 2021

Monsieur le Président,

Honorables Députés,

Mesdames et Messieurs,

Le 4 février dernier, j'ai présenté à votre auguste Assemblée la feuille de route de mon Gouvernement dont l'objectif ultime est de porter les chantiers définis par le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, dans son programme quinquennal 2021-2025.

À l'issue de cet exercice, vous m'avez accordé votre confiance pour la conduite de l'action gouvernementale. Vous vous êtes ainsi engagés à nous accompagner pour relever les nombreux défis du développement économique et social du Burkina Faso.

Aujourd'hui, je suis devant vous pour dresser le bilan de nos actions précédentes visant à apporter des réponses appropriées aux attentes des Burkinabè.

Malgré toutes les difficultés rencontrées dans le déploiement de nos politiques publiques, nous avons pu, d'une part, contenir les effets pervers des crises multiples qui ont fragilisé notre pays et, d'autre part, opérationnaliser les grands engagements du Président du Faso. Toute chose qui a permis à S.E.M. Roch Marc Christian KABORE de sceller avec le peuple burkinabè un nouveau contrat social pour les cinq (5) années à venir.

Honorables Députés ;

L'année 2020 a été pour notre peuple une période difficile sur le plan sécuritaire, du fait de la persistance des attentats meurtriers perpétrés par les groupes armés terroristes.

Pour y faire face, le Gouvernement a poursuivi le renforcement des moyens logistiques et matériels de nos Forces de Défense et de Sécurité (FDS), dans le cadre de la loi de programmation militaire 2018-2022.

Nous avons également repositionné nos unités combattantes sur le terrain dans le sens d'améliorer leur occupation du territoire national, tout en travaillant à renforcer leur coordination et leur complémentarité.

Par ailleurs, l'adoption par votre auguste Assemblée, de la loi portant institution de Volontaires pour la Défense de la Patrie, le 12 mars 2020, a favorisé la mobilisation de supplétifs locaux déterminés et engagés pour la défense de leurs terroirs. Leurs actions ont souvent mis à mal les groupes armés terroristes.

Le Gouvernement apprécie à sa juste valeur la contribution efficace de la communauté internationale et des pays amis qui nous accompagnent dans cette lutte.

Notre coopération dans le cadre du G5-Sahel et de la Coalition pour le Sahel, d'une part, le déploiement du Programme de Sécurisation et de Stabilisation du Sahel (P3S), d'autre part, sont de nature à consolider les résultats de nos efforts.

Nous sommes conscients des dysfonctionnements qui persistent dans notre système de sécurité nationale, mais nous travaillons à les corriger, dans le souci d'accroître l'efficacité de nos unités combattantes.

Honorables Députés,

A côté de l'action militaire de lutte contre le terrorisme, nous avons agi dans trois directions complémentaires, en vue de renforcer la sécurité et la cohésion sociale.

Suivant la première direction, nous avons su actionner le levier du développement des zones à défis sécuritaires, en intensifiant les réalisations des infrastructures sociales, économiques et sécuritaires.

Ces actions ont été menées dans le cadre du Programme d'urgence pour le Sahel élargi et du Programme de développement des économies locales (PADEL).

A travers le PADEL, l'Etat a investi plus de 63 milliards de FCFA depuis 2017.

Cette importante allocation budgétaire nous a permis de réaliser des infrastructures économiques, soutenir des promoteurs d'unités de production informelles et apporter des soutiens financiers pour l'inclusion des personnes vulnérables dans les régions à défis sécuritaires.

De même, de 2017 à 2020, nous avons investi, à travers le PUS élargi, environ 242 milliards FCFA, notamment dans la réalisation de forages, de formations sanitaires, d'écoles primaires, de pistes rurales ainsi que dans la construction de commissariats et dans les transferts monétaires aux ménages vulnérables.

Notre conviction est que la lutte contre le terrorisme ne saurait être exclusivement militaire. Il nous faut certes gagner les combats au front pour stabiliser et sécuriser le territoire, mais il nous faut surtout gagner la bataille du développement économique et social dans ces zones, pour renforcer le ciment de notre vivre-ensemble.

De là, découle la deuxième direction de la lutte contre l'insécurité et le terrorisme. Elle est relative à nos efforts dans le domaine humanitaire.

Le nombre de Personnes Déplacées Internes (PDI), d'environ 1,2 million, nous interpelle et nous travaillons à améliorer leur prise en charge, avec le soutien des Partenaires Techniques et Financiers, les ONG et Associations nationales, ainsi que les personnes de bonne volonté.

Je reconnais qu'il reste encore beaucoup à faire, car au-delà des PDI, le Gouvernement se préoccupe également de la survie des personnes vulnérables des zones sous défis sécuritaires.

En effet, nous devons assurer l'approvisionnement en vivres de toutes ces populations, parfois au péril de la vie des escortes.

A travers la troisième direction de la lutte contre le terrorisme, le Gouvernement encourage les mécanismes traditionnels et endogènes de prévention et de gestion des conflits.

Il s'agit notamment de la sensibilisation pour freiner l'enrôlement par les groupes armés terroristes des fils et des filles de notre pays. Il n'est un secret pour personne que parmi leurs combattants, figurent aujourd'hui des jeunes burkinabè qui ont pris les armes contre leur patrie.

Notre devoir est de travailler à les ramener à la maison, grâce à l'action patriotique des leaders d'opinion, des religieux, des coutumiers et autres personnes de ressources de leurs communautés d'origine.

A ces anonymes, initiateurs de mécanismes endogènes de réconciliation, je témoigne la reconnaissance du Gouvernement pour l'excellent travail qu'ils mènent dans la lutte contre la radicalisation et pour le renforcement de notre vivre-ensemble. Ces actions sont en phase avec la voie tracée par le Président du Faso.

Monsieur le Président,

L'adaptation de notre stratégie de lutte contre les forces du mal a porté incontestablement des résultats positifs en fin 2020 que nous avons pu apprécier à l'aune :

- de l'accalmie relative sur le front,
- du ralentissement des tueries de masse des populations innocentes,
- du retour de certaines Personnes Déplacées Internes dans leurs terroirs.

Nous devons ces victoires à la résilience du peuple burkinabè qui n'a jamais baissé les bras dans cette guerre injuste qui lui a été imposée. Nous devons également ces résultats à nos FDS et VDP à qui je rends hommage pour les sacrifices consentis.

J'exprime ma profonde compassion à l'endroit des familles victimes des conséquences néfastes de ces barbaries et je m'incline respectueusement devant la mémoire de ceux tombés au front.

Toutefois, la recrudescence et la violence des récentes attaques terroristes dans les régions de l'Est, du Nord et du Sahel, viennent nous rappeler très opportunément que le

combat contre le terrorisme est une lutte de longue haleine et que seule, l'union sacrée des filles et fils de notre pays peut permettre d'en venir à bout.

C'est pourquoi, tout en poursuivant le renforcement du maillage du territoire national pour sécuriser nos villes et nos campagnes, j'invite tous les Burkinabè à se mobiliser pour lutter contre la radicalisation et l'extrémisme violent, combattre la stigmatisation et bannir le repli identitaire qui sont sources de conflits meurtriers.

Monsieur le Président,

Honorables Députés,

L'année 2020 a aussi été caractérisée par l'apparition de la pandémie du COVID-19 dans notre pays.

Comme partout ailleurs dans le monde, le Gouvernement a, dans un premier temps, appréhendé la propagation de cette pandémie et ses conséquences sous l'angle purement sanitaire.

Cette perception a amené le Gouvernement à adopter un Plan de préparation et de riposte d'un coût d'environ 160 milliards de FCFA pour endiguer la transmission communautaire de la maladie et assurer, le cas échéant, la prise en charge hospitalière des cas graves.

Cette phase de notre lutte contre le coronavirus a été gérée par les professionnels de la santé, les volontaires et les agents communautaires, organisés par le Centre des opérations de réponse aux urgences sanitaires (CORUS).

Les leçons apprises de la gestion de cette crise sanitaire et l'ampleur de ses effets sur le développement de notre pays, ont inspiré le Président du Faso, à ordonner la création du Comité national de gestion de la crise du COVID-19 dont la mission est d'apporter une réponse holistique aux conséquences néfastes de cette pandémie.

Dès lors, le Gouvernement a adopté le plan national de riposte au COVID-19. D'un montant de 391 milliards FCFA, ce plan prend en compte la réponse sanitaire ainsi que la couverture des mesures sociales et de relance économique annoncées par le Chef de l'Etat, dans son adresse à la Nation, le 02 avril 2020.

Je m'en voudrais de ne pas souligner la contribution de nos partenaires techniques et financiers dont les conseils avisés ont fait évoluer positivement notre manière d'appréhender les différentes facettes du COVID-19.

Monsieur le Président,

Je reconnais avec vous que la gestion de cette pandémie a été très difficile, aussi bien pour le Gouvernement, que pour tous les Burkinabè. Elle a été émaillée d'incidents regrettables.

Tout en m'inclinant sur la mémoire de ceux que nous n'avons pu sauver, je peux affirmer que le Burkina Faso a réussi à sauvegarder l'essentiel, lorsque l'on considère les indicateurs de l'évolution de la maladie ici et ailleurs.

Les résultats positifs réalisés à cette étape sont à mettre à l'actif de l'ensemble des acteurs impliqués dans la lutte contre cette pandémie. Ils se sont investis. Ils se sont sacrifiés. Certains ont été contaminés. D'autres ont même perdu la vie. Je leur rends un hommage mérité.

Je me réjouis de ce que notre peuple ait accepté d'appliquer les mesures-barrières et les restrictions de liberté décidées par le Gouvernement.

Toutefois, je rappelle que le COVID-19 n'est pas derrière nous. C'est pourquoi, il nous faut poursuivre notre mobilisation pour le respect des mesures-barrières et nous préparer à la vaccination.

Comme le dit l'adage, mieux vaut prévenir que guérir. C'est la raison pour laquelle le Gouvernement prépare la phase d'introduction du vaccin dans notre pays.

Prenant appui sur notre longue et riche expérience en matière de vaccination, un plan national de déploiement de l'opération a été élaboré à cet effet.

Ce document fait le point de la logistique disponible et des capacités de notre système de santé à gérer le processus lié à la particularité de ces vaccins.

Il définit également les populations cibles à prioriser et la communication à entreprendre, afin de favoriser une adhésion volontaire et massive à la campagne.

Monsieur le Président,

Honorables Députés,

Sur le plan politique, l'année 2020 a marqué la fin du premier mandat de S.E.M. Roch Marc Christian KABORE. Dès lors, bon nombre d'analystes l'ont qualifiée d'année de tous les dangers pour notre pays.

En effet, la survenue du COVID-19, couplée aux défis sécuritaires persistants, aurait pu servir de prétexte pour le report des élections, ouvrant ainsi la porte à une crise politique majeure. Pour éloigner de notre pays le spectre d'une telle situation, le Président du Faso a initié un dialogue fécond, entre les partis politiques de l'opposition et de la majorité, afin de procéder aux réformes consensuelles devant régir lesdites élections.

Les résultats de cette initiative ont servi de socle sur lequel la CENI a bâti sa démarche pour organiser des élections libres, transparentes, crédibles et apaisées, acceptées par tous.

Ces élections qui ont connu la participation, pour la première fois, des Burkinabè de l'extérieur, concrétisent l'engagement du Président du Faso de permettre à notre diaspora de prendre part aux scrutins électoraux nationaux.

Je félicite l'ensemble des acteurs du processus électoral, en particulier la classe politique burkinabè, dont la maturité a permis la consolidation de notre démocratie.

Nous devons saluer la vision et le leadership éclairés du Président du Faso qui a su opérer des choix politiques pertinents ayant favorisé l'organisation réussie de ces élections ? dans un contexte sécuritaire et sanitaire difficile.

Il nous appartient maintenant de travailler à parachever le processus en cours, par l'organisation des élections municipales à venir, dans des conditions optimales.

Monsieur le Président,

Honorables Députés,

L'échéance du Plan national de développement économique et social (PNDES) 2016-2020 constitue un des marqueurs significatifs de l'évolution de la situation nationale.

Au terme de l'exécution de ce référentiel, dans un contexte particulièrement éprouvant, notre pays a fait preuve d'une forte capacité de résilience aux aléas de tous genres. En effet, malgré les différentes adversités, le taux de croissance économique annuel moyen est ressorti à 6,2%, entre 2016 et 2019. En 2020, il a fléchi en s'établissant à 2,5%.

Cette croissance, somme toute positive, doublée d'une maîtrise de l'inflation autour de 1,4%, est une preuve de la bonne tenue de l'économie nationale dans un monde en pleine récession.

Je me permets de rappeler que le PNDES 2016-2020 est le référentiel national de développement qui a organisé les engagements du premier quinquennat du Président du Faso, selon les trois axes stratégiques ci-après :

- réformer les institutions et moderniser l'administration publique ;
- dynamiser les secteurs porteurs pour l'économie et les emplois ;
- développer le capital humain.

Les actions engagées en vue de réformer les institutions et de moderniser l'administration publique ont eu pour but de répondre aux exigences d'efficacité, de transparence et de redevabilité, socles de la gouvernance vertueuse que nous appelons de tous nos vœux.

Au titre de la gouvernance politique, en sus du processus électoral dont j'ai évoqué les succès plus haut, le Gouvernement a poursuivi ses efforts en faveur de la consolidation de l'Etat de droit.

Ainsi, en matière de justice, il a œuvré au renforcement de l'appareil judiciaire, en achevant la construction de nouveaux Tribunaux de Grande Instance (TGI) comme celui de Pô, de Ouaga II et de Boulsa, l'objectif étant d'améliorer l'accès de nos populations à la justice.

De même, dans le souci d'accroître les performances des pôles judiciaires en matière de lutte contre les crimes économiques et le terrorisme, des actions ont été engagées pour conforter leurs capacités techniques et opérationnelles.

Cela a permis aux pôles ECOFI des TGI de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso, de juger une douzaine de dossiers de crimes économiques et financiers au cours de l'année 2020.

Quant au pôle de lutte contre le terrorisme, les premières audiences seront programmées avec l'opérationnalisation du TGI Ouaga II.

Je voudrais rappeler que la création et l'opérationnalisation de ces pôles spécialisés constituent une innovation majeure introduite dans notre système judiciaire au cours du quinquennat passé.

Tout en félicitant l'ensemble des acteurs du monde judiciaire, je voudrais les inviter à plus de diligence dans l'instruction et le jugement des dossiers pendants devant les juridictions.

La construction de l'Etat de droit, c'est également le respect et la promotion des droits humains. En la matière, toutes nos actions en faveur de la restauration de la paix, de la

sécurité et de la justice se sont déroulées, en prenant en compte cette dimension de la gouvernance démocratique.

C'est dans ce sens que des actions de formation, d'information et de sensibilisation sur diverses thématiques des droits humains et du Droit international humanitaire, ont été menées au cours de l'année 2020.

Ces sessions ont concerné les Forces de défense et de sécurité, des acteurs judiciaires et des organisations de la société civile.

Par ailleurs, le Gouvernement a entretenu des relations de partenariats dynamiques avec la Commission nationale des droits humains, les organisations nationales et régionales de défense des droits de l'homme et le Haut-commissariat des Nations unies pour les droits de l'homme. Leurs observations et critiques sont toujours examinées avec attention par le Gouvernement, parce qu'elles contribuent à l'approfondissement de notre démocratie.

La construction de l'Etat de droit, c'est enfin le respect des libertés individuelles et collectives.

Sur ce point, malgré le contexte de crise sécuritaire et sanitaire, doublée d'une fronde sociale jamais égalée dans notre pays, le Gouvernement s'est imposé une conduite exemplaire dans ce domaine.

Il en va de même du respect de la liberté de presse et d'accès à l'information.

Sur ce plan, entre 2016 et 2020, nous avons élargi la couverture du territoire par les médias publics et soutenu l'exploitation du réseau de diffusion de la TNT. Ces actions ont permis entre autres, de porter le taux de couverture télévisuelle de 45,5% en 2015 à 98% dès 2019, et le taux de couverture de la radiodiffusion nationale de 48% à 96% sur la même période.

En 2020, nous avons maintenu les subventions au profit des entreprises de presse privée pour un montant global de 400 millions FCFA et fourni des formations aux professionnels du secteur.

A cela, s'ajoute la réforme du fonds d'appui aux médias privés qui octroie désormais, outre les subventions, des prêts pour l'équipement et l'investissement.

Suite à l'appel à la trêve sociale lancé par le Président du Faso en décembre 2018, le Gouvernement n'a eu de cesse d'impulser un dialogue fécond et constructif avec ses partenaires du monde du travail. Dans le dialogue sectoriel difficile dans lequel chaque membre du Gouvernement est appelé à s'investir, nous avons apprécié à leur juste valeur, les contributions positives de certaines institutions telles que le Haut Conseil du Dialogue Social et le Médiateur du Faso.

Monsieur le Président

Honorables Députés

Dans le domaine de la gouvernance administrative et locale, le Gouvernement a opté pour une complémentarité optimale entre déconcentration et décentralisation, afin d'accélérer l'accès des populations aux services sociaux de base sur l'ensemble du territoire national.

Il s'agit de doter les entités déconcentrées de moyens humains, techniques, financiers et matériels, afin de faciliter leurs missions de soutien aux collectivités territoriales.

Pour atteindre cet objectif, nous avons créé l'Agence nationale d'appui au développement des collectivités territoriales et amorcé l'accélération du transfert des compétences et de ressources en direction de ces entités.

Enfin, l'opérationnalisation du Fonds minier de développement local constitue un des acquis majeurs de la mise en œuvre de notre politique de décentralisation. Entre 2019 et 2020 le Fonds a contribué pour 77,7 milliards FCFA au financement des plans communaux de développement.

La célébration tournante de la fête de l'Indépendance participe également à changer le visage de nos villes à l'intérieur du Burkina Faso et permet d'amorcer une dynamique de développement local.

C'est dans cette optique que se situe l'organisation réussie du 11 décembre 2020 à Banfora, sous le thème : « *Cohésion nationale et engagement patriotique pour un développement durable du Burkina Faso dans un contexte d'insécurité et de COVID-19* ».

Les investissements structurants réalisés à cette occasion, concourent à enclencher une nouvelle dynamique de développement de la ville de Banfora et de l'ensemble de la région des Cascades.

Je voudrais traduire ma reconnaissance aux filles et aux fils de cette région qui se sont investis pour le succès de l'organisation de la fête nationale.

Je me réjouis des succès engrangés dans les domaines de la décentralisation et de la déconcentration, même si les défis sécuritaires persistants ont plombé la réalisation de nos actions dans certaines régions.

Pour soutenir cette dynamique positive, le Gouvernement procédera également à la finalisation de la Loi de programmation financière et du nouveau Code général des collectivités territoriales. Ces projets de textes seront soumis à l'attention de votre auguste Assemblée pour adoption.

Monsieur le Président,

Honorables Députés,

Afin d'améliorer l'efficacité de l'administration publique dans son ensemble, nous avons entrepris des actions dans le sens d'une digitalisation accrue des différents services.

Ainsi, au niveau de la Fonction publique, une plateforme électronique prenant en compte tous les concours, et dont l'interface est adaptée aux appareils mobiles, permet d'étendre l'inscription en ligne de l'ensemble des candidats.

En outre, la réforme des corrections électroniques introduite en 2019 avec le scannage a été poursuivie, sans oublier l'innovation majeure qui est l'introduction de la composition en ligne.

Au-delà des actes de recrutement, le processus de digitalisation s'est étendu à d'autres services publics.

La plateforme du guichet virtuel de l'administration publique lancée en 2018 compte à ce jour, plus de cinq cents procédures administratives des Ministères et Institutions. Je citerai à titre illustratif, la mise en place du système E-CIVIL de génération automatique du « registre numérique national de l'Etat civil ».

Nous avons également renforcé la digitalisation de l'administration fiscale qui permet aujourd'hui aux contribuables d'effectuer en ligne plusieurs procédures liées à leurs opérations fiscales. Ces innovations ont contribué à accroître les recettes fiscales de 8,6% en moyenne par an, entre 2016 et 2020.

L'amélioration du recouvrement des recettes fiscales n'est pas le seul acquis à mettre à l'actif de notre gouvernance économique et financière.

A ce sujet, au cours des 5 dernières années, nous avons réalisé des progrès sur le chantier de la diversification des instruments de financement de notre économie.

En effet, les efforts continus du Gouvernement nous ont permis de créer et d'opérationnaliser la Banque Agricole du Faso, la Caisse des Dépôts et Consignations ainsi que les instruments de financement de l'entrepreneuriat, tels que le Programme Burkina Start-Up, le Programme d'appui à l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes, le Fonds national de la finance inclusive (FONAFI).

Les acquis en matière de gouvernance économique et financière, concernent également la planification et la gestion du développement, désormais régies par un texte législatif et le passage dès 2017, au budget-programme comme mode de gestion du budget de l'Etat.

Cette option permet au Gouvernement de mieux maîtriser ses dépenses budgétaires, en déléguant la fonction d'ordonnateur aux chefs de départements et d'institutions.

C'est ainsi que dans le cadre de la réduction du train de vie de l'Etat, nous avons pris un ensemble de mesures portant sur la rationalisation de l'équipement en matériel roulant des institutions, la réglementation des baux administratifs et la fusion de certaines de nos écoles nationales de formation professionnelle en instituts.

Le recours au budget-programme contribue également à l'assainissement de nos finances publiques, parce qu'il renforce nos actions de lutte contre la corruption. En la matière, je salue le travail remarquable de l'Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption dont les résultats obtenus seront davantage consolidés par la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre la corruption en cours d'élaboration.

Le Gouvernement, pour sa part, s'investira à parachever les réformes visant à renforcer l'efficacité de cette institution.

Pour améliorer la viabilité des finances de l'Etat dans l'avenir, mon Gouvernement renforcera ses actions en matière de maîtrise de la dépense courante et de stimulation du rendement de la fiscalité.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Notre ambition de dynamiser les secteurs porteurs pour l'économie et les emplois a été contrariée par les effets des crises successives que le Burkina Faso a connues entre 2016 et 2020. Toutefois, de nombreux secteurs d'activités ont produit des résultats plus que satisfaisants.

Ainsi, **dans le domaine de l'énergie**, nous avons pu porter la puissance électrique disponible du pays de 325 Mégawatts en 2015 à 800 Mégawatts en 2020 et faire passer le nombre de localités électrifiées de 552 à 1 511 sur la même période.

En dépit des progrès sensibles réalisés ces dernières années, les récents délestages viennent nous rappeler que l'offre énergétique reste insuffisante pour satisfaire une demande en croissance continue.

Nous devons donc accélérer le démarrage des projets de centrales électriques financés par la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement pour renforcer notre potentiel de production et accroître l'efficacité énergétique dans le cadre de notre stratégie de mix énergétique.

Dans ce sens, nous pouvons nous réjouir de l'acceptation en 2020, par le *Millennium Challenge Corporation*, du second compact du Burkina Faso, centré sur l'énergie.

Ce programme apportera des solutions appropriées à l'amélioration du stockage de l'énergie solaire, au transport de l'électricité et au renforcement de la gouvernance du secteur.

Dans le domaine des **Technologies de l'Information et de la Communication**, des avancées importantes ont été enregistrées en matière d'infrastructures, avec le déploiement de 1 226 km de fibre optique, dans le cadre du projet Backbone national des télécommunications.

Il en est de même avec la mise en place du point d'atterrissage virtuel de Bobo-Dioulasso qui s'ajoute à celui de Ouagadougou, mis en service en 2018.

Pour l'exploitation efficace de ces équipements, nous avons acquis de la bande passante internationale qui a permis de porter sa capacité de 12 à 60 Gigabits par seconde, entre 2015 et 2020.

Ces efforts ont permis d'une part, de réduire de 84% le coût d'acquisition de la bande passante internationale par les fournisseurs d'accès internet et de porter le taux d'utilisation de l'Internet de 6% à 30% entre 2015 et 2019.

Au niveau du **désenclavement intérieur et extérieur de notre pays**, malgré les arrêts de travaux occasionnés par la situation sécuritaire, nous avons achevé 1 028 km de routes en travaux de bitumage, de renforcement ou d'entretien périodique.

Nous avons également engagé le bitumage de 1 192 autres kilomètres. Pour les pistes rurales, les travaux d'aménagement concernent un linéaire total de 3 548 km dont 2 135 km sont achevés.

Notre ambition est d'accélérer l'achèvement des chantiers en cours ainsi que le démarrage des nouveaux projets de désenclavement dont les financements sont acquis.

Toutes ces actions de renforcement des secteurs de soutien à la production, ont permis de consolider les performances des secteurs productifs.

Je voudrais saluer particulièrement le dynamisme du secteur privé dont les investissements directs sont passés de 114 milliards en 2019 à 173 milliards FCFA en 2020, soit un accroissement de 52%.

Dans le secteur des **productions agro-sylvo-pastorale, halieutique et faunique**, nous avons incontestablement réalisé de résultats satisfaisants matérialisés par l'accroissement de la production céréalière de près de 5% par rapport à la campagne agricole écoulée et de 13% comparativement à la moyenne des 5 dernières années.

Cette hausse de la production observée malgré le recul des superficies emblavées de plus de 181 mille hectares, est le fruit de notre accompagnement à l'endroit des producteurs.

Elle traduit aussi les retombées de nos investissements dans les aménagements agricoles dont la superficie totale réalisée, de 2016 à 2020, est d'environ 31 000 ha, bas-fonds et périmètres irrigués compris.

Outre l'équipement et l'investissement, nous avons accompli de nombreuses réformes institutionnelles en vue de moderniser et accroître la productivité du monde rural. Il s'agit notamment :

- de l'adoption du code des investissements agro-sylvo-pastoral, halieutique et faunique ;
- de la mise en place de l'assurance agricole et du fonds de développement agricole ;
- du recours aux moyens électroniques pour la distribution des intrants agricoles ;

- de la mise en place du modèle d'exploitation agricole innovante, performante et résiliente.

Nous devons tout de même accélérer la mise en place de l'unité de montage des tracteurs et de l'usine d'engrais phosphaté, ainsi que l'opérationnalisation de la Centrale d'achat des intrants et matériels agricoles.

Dans le sous-secteur des **ressources animales et halieutiques**, l'action menée par le Gouvernement depuis 2016 a permis d'améliorer les taux de vaccination de la volaille et des ruminants contre les différentes pathologies animales, d'améliorer la disponibilité des intrants et de valoriser la production animale.

Au titre de la valorisation de la production, les réalisations les plus visibles concernent incontestablement l'abattoir frigorifique de Kaya et celui de Ouahigouya en finition.

Nous poursuivons les démarches pour la réalisation des autres projets structurants de ce sous-secteur tels que la mise en place de la centrale d'achat de médicaments vétérinaires, de l'unité de production de vaccins pour animaux et le développement des bassins laitiers de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso.

Honorables Députés,

Dans le domaine de la promotion de l'industrie et de l'artisanat, le Gouvernement a mené deux types d'actions.

Nous avons tout d'abord favorisé l'implantation de nouvelles unités de transformation, en poursuivant l'opérationnalisation du nouveau code des investissements et en aménageant des zones industrielles.

Nous avons ensuite accompagné l'artisanat dans la filière du textile/coton, en dotant des coopératives de métiers à tisser (opération 10 000 métiers) et en labélisant certains de nos produits.

Nous avons enfin renforcé le lien entre la production et l'écoulement des produits industriels, en régulant davantage le marché intérieur par le maintien des mesures relatives aux autorisations spéciales d'importation, en renforçant la lutte contre la fraude et la contrefaçon et en faisant la promotion de la consommation des produits locaux.

Concernant le cas particulier de l'industrie minière, le Gouvernement a doté le secteur de lois et textes d'application dont la finalité est d'accroître son impact sur le reste de l'économie.

Notre pays bénéficie aujourd'hui des retombées significatives de ces réformes, tant sur le plan de la production, notamment de l'or, que sur celui de la contribution aux finances publiques. Ainsi, la production d'or est passée de 36,5 tonnes en 2015 à plus de 60 tonnes en 2020.

Cela a permis de faire passer la contribution aux recettes du budget de l'Etat, de 168,5 milliards FCFA en 2015 à 322,3 milliards de FCFA en 2020.

L'achèvement en 2020 des processus d'opérationnalisation des trois fonds miniers institués en 2015 permet aujourd'hui :

- d'améliorer le financement du développement local ;
- d'engager la réhabilitation et la fermeture des mines en fin de vie ;
- de poursuivre la recherche géologique, minière et le soutien à la formation sur les sciences de la terre.

En ce qui concerne les transports, la culture, le tourisme, les sports et loisirs, l'application des mesures barrières et de restriction des libertés résultant de la lutte contre la pandémie du COVID-19 a impacté négativement leurs activités.

La suspension de grandes manifestations internationales, la mise en quarantaine des villes, ont été de nature à freiner le déploiement de leurs activités.

Cependant, l'accompagnement du Gouvernement a permis :

- de mettre en œuvre le programme de modernisation du parc de camions poids lourds, à travers la subvention de l'importation de 900 camions neufs ;

- d'améliorer la mobilité urbaine et interurbaine grâce à l'accroissement du parc de véhicules de la SOTRACO et l'ouverture subséquente de nouvelles lignes ;
- d'accompagner la promotion de l'entrepreneuriat culturel et touristique, et l'aménagement de sites touristiques ;
- de construire des centres de loisirs et de proximité et de réhabiliter certains stades régionaux.

L'ensemble de nos actions visant l'accroissement de la productivité des branches d'activités a été posé dans le respect de la préservation de l'environnement, dans une perspective de développement durable.

En effet, les résultats enregistrés en matière de gouvernance environnementale sont également très appréciables.

Ils découlent notamment de la promotion de l'économie verte, de la lutte contre les changements climatiques et la gestion durable des ressources forestières, fauniques et de l'assainissement du cadre de vie.

Dans ce domaine, outre l'élaboration de la stratégie de développement des éco-villages, les acquis majeurs peuvent se résumer comme suit :

- le démarrage de la mise en place des investissements dans 43 éco-villages pilotes ;
- la mobilisation de plus de 10 milliards FCFA auprès des Fonds Vert pour le Climat en vue du financement du développement durable ;
- et enfin, la mise à jour à hauteur de 80% des indicateurs de l'Observatoire national de l'environnement et du développement durable.

Le développement du capital humain a été l'objectif majeur de nos politiques sociales.

En matière de **santé**, la mise en œuvre de la politique sanitaire résultant du PNDES a amené à poursuivre les actions emblématiques des engagements du Président du Faso.

Il s'agit :

- de la gratuité des soins pour les femmes et les enfants de moins de 5 ans que nous avons élargie aux personnes indigentes, ce qui a contribué à réduire la létalité due au paludisme chez les enfants de moins de 5 ans ;
- de la construction, l'équipement et la normalisation des structures sanitaires, afin de réduire le rayon moyen d'action théorique des formations sanitaires de 6,7 km en 2015 à 6,3 km en 2019 ;
- de la transformation des CHR en CHU avec le renforcement de leur personnel par l'affectation de médecins spécialistes ;
- de la gratuité de la planification familiale qui a permis de renforcer l'accès des femmes à la contraception moderne.

Dans **le secteur de l'eau**, l'engagement « zéro corvée d'eau » reste la référence de nos actions.

Elles se sont traduites par la réalisation et la réhabilitation de nombreux forages, de systèmes d'Adduction d'eau potable simplifiés, de nouveaux branchements au réseau d'adduction d'eau de l'ONEA.

Entre 2016 et 2020, le Gouvernement a également construit et réhabilité une quarantaine de barrages pour la mobilisation de l'eau de surface, dans la perspective d'alimenter en eau certaines de nos villes.

Toutes ces actions ont favorisé l'accès des populations à l'eau potable. Ainsi, le taux d'accès à l'eau potable est passé de 72,4% en 2016 à 76,4% en 2020.

Au titre de **l'assainissement**, le programme déployé depuis 2016 a permis de construire des latrines à usage familial ou collectif, des centres de traitement et de valorisation des déchets plastiques.

Environ 260 mille habitants supplémentaires en milieu rural et urbain sont bénéficiaires de ces réalisations.

Dans **le domaine de l'urbanisme et de l'habitat**, le **Programme 40 000 logements sociaux et économiques a été poursuivi** en 2020. Plus de 1 000 habitations ont été construites, portant à 5 750, le nombre total de logements réalisés entre 2016 et 2020.

Ces résultats sont tributaires des difficultés liées à :

- la mobilisation du foncier urbain pour les besoins des aménagements publics ;
- la mobilisation d'un financement approprié pour la production de logements accessibles aux populations ;
- l'implication des acteurs privés de la promotion immobilière.

Monsieur le Président,

Honorables Députés,

L'éducation nationale a également été l'un des secteurs les plus affectés par la situation sanitaire et sécuritaire. Elle a occasionné la fermeture de certains établissements dans les zones à défis sécuritaires et provoqué l'arrêt momentané des activités pédagogiques sur l'ensemble du territoire national.

Dans le contexte de la pandémie, le Gouvernement a travaillé à la reprise des cours dans les classes d'examens et à l'évaluation, suivie de la validation de l'année scolaire.

Nous pouvons nous réjouir particulièrement de l'organisation réussie des examens de l'année scolaire 2019/2020.

Cette performance est à l'actif de l'ensemble des acteurs de l'éducation qui se sont investis pour que nous puissions ensemble sauver l'année et rouvrir plus de 400 établissements dans les zones à défis sécuritaires.

Les difficultés que nous avons rencontrées n'ont donc pas altéré notre détermination à poursuivre et réussir la mise en œuvre des politiques éducatives à travers le renforcement de l'accès et de la qualité de l'éducation dans les différents ordres d'enseignement.

Tous les progrès significatifs réalisés par notre système éducatif, l'ont été suite à des choix raisonnés du Gouvernement et des acteurs, d'adapter l'éducation aux besoins de notre économie et aux exigences de l'environnement international.

C'est ce qui justifie :

- la création des établissements d'enseignement et de formation technique et professionnelle ;
- les réformes institutionnelles et des programmes d'enseignement et de formation.

Monsieur le Président,

Je m'en voudrais de ne pas exprimer toute mon amertume devant les soubresauts que connaît le monde scolaire depuis quelque temps. J'appelle solennellement tous les acteurs du système éducatif et particulièrement les élèves, à cesser les violences inacceptables dans les établissements d'enseignement et à reprendre les cours, afin de terminer l'année scolaire.

Je les invite à savoir raison garder, dans la mesure où l'organisation prochaine des assises nationales sur l'éducation offrira l'occasion de penser l'école de demain.

Dans le domaine de **l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation**, le Gouvernement a accordé une grande priorité à la création et à l'ouverture des centres universitaires régionaux.

Pour ce faire, nous travaillons à les rendre opérationnels, en accélérant les investissements, l'équipement des infrastructures et en poursuivant le recrutement et l'affectation du personnel enseignant et de recherche.

Par ailleurs, afin de rendre effectif le basculement vers les formations techniques et professionnelles dans l'enseignement supérieur, le Gouvernement a continué le processus d'opérationnalisation de l'Ecole polytechnique de Ouagadougou.

Nous pouvons nous satisfaire d'avoir engagé l'opération « **un étudiant, un ordinateur** », pour améliorer les conditions d'apprentissage et la qualité de la formation universitaire. Ainsi, en 2020, plus de 8 000 ordinateurs ont été mis à leur disposition.

Enfin, l'accroissement substantiel du financement de la **Recherche et de l'Innovation** en tant que leviers de développement, a permis la mise en route des premiers programmes fédérateurs de recherche et la sécurisation des stations de recherche.

Dans le cadre de l'accès des jeunes et des femmes à l'emploi et à la protection sociale, de nouveaux agents ont été recrutés au profit de l'Administration publique et de jeunes diplômés ou qualifiés, engagés sur les chantiers de développement.

Le Gouvernement a travaillé dans l'optique de promouvoir et dynamiser l'autonomisation économique et l'employabilité de ces acteurs importants de notre société. La formation professionnelle et l'apprentissage ainsi que le financement des microprojets ont été les leviers sur lesquels le Gouvernement a agi.

Nous avons ainsi formé plus de 109 mille jeunes à l'entrepreneuriat.

Les différents fonds nationaux ont mis à la disposition de 69 000 jeunes et femmes, des crédits pour financer leurs projets. En outre, 714 mille activités génératrices de revenus (AGR) ont été soutenues par le Fonds d'appui aux activités génératrices de revenus des femmes (FAARF).

Nous avons aussi aidé les jeunes et les femmes porteurs d'initiatives entrepreneuriales ou d'activités génératrices de revenus, à s'affranchir de leur vulnérabilité.

Honorables Députés,

Nonobstant les multiples difficultés qui ont jalonné la période de mise en œuvre du PNDES, nous avons engrangé des résultats tout à fait acceptables, voire satisfaisants. Le taux d'exécution physique de ce référentiel est ressorti à 73,7% en fin 2020.

Sur le plan de son financement, nous avons fraîchement en mémoire que le document avait été adopté avec un besoin de financement qui s'élevait à 5 570 milliards de FCFA.

A la date du 31 décembre 2020, grâce au dynamisme de notre diplomatie financière, nous avons pu lever 5 035 milliards de FCFA, soit un taux de mobilisation du besoin de financement de 90%.

En y intégrant nos ressources propres dont le taux de mobilisation s'élève à 77%, le taux global de mobilisation des ressources pour financer le PNDES est ressorti à 82% au 31 décembre 2020.

En cette occasion solennelle, je voudrais réitérer ma profonde gratitude à tous nos partenaires pour le capital de sympathie dont le Burkina Faso a bénéficié de leur part, tout au long de la mise en œuvre du PNDES.

Ce référentiel de développement nous a permis d'engranger des acquis majeurs, notamment en termes de consolidation de l'Etat de droit et d'amélioration des conditions de vie de nos populations.

La stabilité de nos institutions que nous avons renforcée, et les résultats atteints en matière de transformation des bases productives de notre économie, ont fait aujourd'hui du Burkina Faso, un des pays les plus compétitifs de la sous-région.

Ces acquis ont permis de créer des emplois et des richesses dont la redistribution, à travers nos politiques sociales, a été largement en faveur des couches les moins favorisées.

Cependant, nous devons savoir que notre pays n'est pas encore sorti de sa situation de fragilité sécuritaire, sanitaire et socio-économique.

Le développement étant un processus dynamique et continu, l'atteinte d'un tel objectif est comme la poursuite de l'horizon qui s'éloigne au fur et à mesure que l'on s'en approche.

Mes sorties dans les régions m'ont davantage instruit sur les efforts qui restent à accomplir pour réduire durablement et significativement la pauvreté.

C'est à cet égard que le Président du Faso nous invite à travers son programme de société, à nous mettre : **« Ensemble et en mouvement pour reformer l'état, l'administration publique, garantir la sécurité, la stabilité et renforcer la résilience économique du Burkina Faso ».**

Les perspectives d'actions du Gouvernement s'inscrivent, comme je l'ai annoncé lors de ma déclaration de politique générale, dans quatre axes majeurs, à savoir :

- 1) la consolidation de la paix, de la sécurité et de la cohésion sociale et la promotion de la réconciliation nationale ;
- 2) l'approfondissement de la réforme des institutions et la modernisation de l'administration publique ;
- 3) la consolidation de la dynamique amorcée de transformation des bases productives de l'économie nationale ;
- 4) la consolidation du développement humain et de la solidarité.

Ces axes tirent leurs fondements des chantiers tracés par le Président du Faso et constituent également les orientations majeures du nouveau référentiel de développement en cours de finalisation.

Monsieur le Président,

Honorables Députés,

Mesdames et Messieurs,

Le progrès auquel nous aspirons tous est à portée de main, si nous savons nous unir autour de l'essentiel. L'atteinte de cet objectif ultime nécessite l'union sacrée des filles et fils du pays, aujourd'hui plus qu'hier, pour faire face aux différentes adversités.

Le Burkina Faso est un et indivisible. Tous les Burkinabè se doivent de se retrouver autour du Gouvernement, pour réaliser les chantiers du Président du Faso, dans le cadre de ce nouveau quinquennat 2021-2025.

Il est impératif que nous nous donnions la main pour construire le Burkina Faso et d'en faire un pays réconcilié avec lui-même qui s'impose dans le concert des nations.

Je lance donc un appel aux Burkinabè, d'ici et d'ailleurs, et à nos partenaires au développement, afin qu'ensemble, nous nous mobilisions pour la mise en œuvre du référentiel qui sera bientôt adopté.

Au terme de cet exposé sur la situation de la nation que je suis venu vous présenter, je vous réitère ma gratitude pour l'attention à moi accordée et je me tiens à votre disposition pour répondre aux questions qui seront formulées.

Je vous remercie.

PRIMATURE



BURKINA FASO
Unité – Progrès - Justice

ANNEXES AU DISCOURS SUR LA SITUATION DE LA NATION 2021

Mai 2021

Sommaire

Domaines	Page
Ministère de la défense nationale et des anciens combattants	Page 4
Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation	Page 5-7
Ministère des affaires étrangères, de la coopération, de l'intégration Africaine et des Burkinabè de l'extérieur	Page 8-9
Ministère de la sécurité	Page 10-11
Ministère de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique	Page 12-15
Ministère de l'Education nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues nationales	Page 16-19
Ministère de la Santé	Page 20-23
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	Page 24-28
Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation	Page 29-32
Ministère de la Fonction publique, du Travail et de la Protection sociale	Page 33-36
Ministère de l'Economie numérique, des Postes et de la Transformation digitale	Page 37-38
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	Page 39-40
Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles et de la Mécanisation	Page 41-45
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	Page 46-48
Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	Page 49-51
Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	Page 52-55
Ministère des Transports, de la Mobilité urbaine et de la Sécurité routière	Page 56-59
Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat	Page 60-65
Ministère des Ressources animales et halieutiques	Page 66-68
Ministère de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi	Page 69-70
Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Ville	Page 71-71
Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement climatique	Page 72-73
Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	Page 74-75
Ministère des Sports et des Loisirs	Page 76-76
Ministère de la Femme, de la Solidarité nationale, de la Famille et de l'Action humanitaire	Page 77-78

Données synthétiques de mise en œuvre en 2020 et sur la période 2016-2020 des investissements structurants et des réformes stratégiques du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) par Ministère

Les données consignées dans l'annexe entrent dans le cadre du Discours sur la Situation de la Nation (DSN) présenté par Son Excellence Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, aux Honorables Députés de l'Assemblée Nationale en 2021. Ces données se rapportent aux différents secteurs de l'économie burkinabè et principalement sur les investissements structurants et les réformes stratégiques du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES). En rappel, la mise en œuvre des activités y relatives est effectuée sous la responsabilité des départements ministériels pour l'atteinte des objectifs (cibles).

Les données ci-après sont présentées dans des tableaux comportant des indicateurs (actions) et réparties par département ministériel concerné. Pour chaque indicateur inscrit, l'objectif ou la cible à atteindre au cours de l'année 2020 est mentionné(e). *Elles ont été collectées auprès des ministères en janvier 2021. Aussi, certaines des situations qu'elles décrivent, peuvent avoir évolué à ce jour, sur le terrain. S'agissant du suivi ou de la mise en œuvre des activités, les progrès sont définis par les réalisations au cours de l'année 2019 et 2020 ainsi que les réalisations cumulées au cours de la période 2016-2020. Toute chose qui permet de se faire une idée sur la situation de la nation depuis 2016 à nos jours, ceteris paribus sic stantibus.*

Actions	Réalisations 2019	Cibles 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2016-2020
1. Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants				
Recruter et former 750 élèves sous-officiers de gendarmerie	100%	100%	100%	
Recruter et former 200 élèves sapeurs-pompiers	100%	100%	100%	
Mettre en œuvre la loi de programmation militaire quinquennale 2018-2022	44,19%	ND	49,19%	70 816 496 000 FCFA ont été engagés en 2020 pour les infrastructures et les équipements
Construire un hôpital militaire de 300 lits à Ouagadougou (étude de faisabilité)	35%	100%	100%	Finalisation de l'étude de faisabilité
Recruter des Volontaires pour la défense de la patrie	effectif	ND	effectif	effectif

Actions	Cibles 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2016-2020	Observations
2. Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation				
Relire à minima le Code électoral	Adopter le Code électoral relu	Code électoral relu à minima adopté	Loi adoptée et prenant en compte le vote des Burkinabè de l'extérieur	
Introduire le suffrage universel direct comme mode d'élection des conseillers régionaux et des exécutifs des conseils des collectivités territoriales (CT)	Adopter le Code électoral avec le suffrage universel direct comme mode d'élection des conseillers régionaux et des exécutifs des conseils des CT	Code électoral révisé à minima adopté	La réflexion a été renvoyée en 2021 suite au dialogue politique organisé en 2019 Relecture à minima prenant en compte le vote des Burkinabè de l'extérieur Proposition de 3 scénarii pour l'opérationnalisation du suffrage universel direct comme mode d'élection des présidents de conseils de collectivités	Code électoral réélu à minima en 2019 pour prendre en compte le vote des Burkinabè de l'extérieur. Une relecture globale interviendra pour prendre en compte le suffrage universel direct.
Prestation des services de l'état civil	Délivrer 52 500 actes de naissance	52 500 actes de naissance délivrés	112 500 actes délivrés	Le cumul concerne 2019 et 2020
Adopter la solution technologique intégrée E-CIVIL pour l'enregistrement des faits d'état civil	Adopter la solution E-CIVIL	Un projet de rapport a été élaboré pour introduction en Conseil des Ministres ; 89 100 actes numérisés ;	300 453 actes numérisés et saisis ; Un serveur E-CIVIL a été mis en place au sein de la Direction générale de la modernisation de l'état civil (DGMEC) ; 16 centres principaux d'état civil et de 104 formations sanitaires connectés au registre numérique national de l'Etat civil	La solution E-CIVIL vise à construire rapidement un registre numérique centralisé de l'état civil grâce à l'apport des nouvelles technologies notamment celle Mobile
Elaborer les textes d'application du nouveau Code des personnes et de la famille	Elaborer les textes d'application	Deux avant-projets de décrets ont été élaborés		
Mettre en réseau: ONI, INSD, CIL, MATD, MJDHPC, MAEC, MIBE, CENI, MS, TGI, Régions ; Communes	Mettre en réseau Les centres principaux d'état civil	13 centres principaux d'état civil et 99 formations sanitaires connectées;		La mise en œuvre des activités de la modernisation du système de l'état civil est tributaire de l'adoption du nouveau Code des

Actions	Cibles 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2016-2020	Observations
2. Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation				
		Un portail institutionnel mise en place www.etatcivil.bf		Personnes et de la Famille (CPF)
Elaborer la loi de programmation financière au profit des collectivités territoriales	Élaborer l'avant-projet de loi de programmation financière	Loi élaborée	Une mouture globale de la loi a été élaborée ; Les rapports et les documents techniques sont disponibles La matrice de programmation financière 2021-2025 est en instance de validation avec les ministères sectoriels.	La finalisation de l'avant-projet de loi est prévue courant avril 2021 avec l'introduction du projet de loi à l'Assemblée Nationale
Réaménager le dispositif de financement de la décentralisation pour rendre plus opérationnel le Fonds permanent de développement des collectivités territoriales (FPDCT)		Mutation du FPDCT en Agence nationale d'appui au développement des collectivités territoriales (ADCT)	Approbation des statuts de l'ADCT par décret n°2020-0960/PRES/PM/MATDC/MINEFID du 1 ^{er} décembre 2020	
Exercice de la tutelle administrative sur les collectivités territoriales	Elaborer des décrets d'applications des textes législatifs régissant les ressources humaines des CT	7 projets de décrets ont été élaborés	Le plan de transfert des RH de l'Etat aux CT est disponible ; 7 projets de décrets d'applications des lois régissant les RH ont été élaborés	Le plan de transfert et les décrets d'application sont soumis à l'appréciation du Conseil des Ministres
Actualiser le guide d'exercice de la Maîtrise d'Ouvrage Publique Locale (MOPL) pour prendre en compte les missions des services techniques déconcentrés (STD)	Éditer le guide d'exercice de la MOPL	Le guide a été édité en 1750 exemplaires	Le guide est disponible et prend en compte les missions des STD dans l'accompagnement des collectivités territoriales	La diffusion est prévue en 2021

Actions	Cibles 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2016-2020	Observations
2. Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation				
Mettre en place une charte de la déconcentration	Adopter la loi et textes d'application	Dossier validé en conseil de cabinet du MATD.	Avant-projet de loi d'orientation de l'organisation générale de l'administration du territoire et projets de texte d'application élaborés et validés au niveau du MATD	Le dossier attend d'être examiné en conseil de cabinet à la Primature
Prévenir et gérer les conflits	Elaborer un guide des mécanismes traditionnels et endogènes de prévention et de gestion des conflits	Le guide des mécanismes traditionnels et endogènes de prévention et de gestion des conflits est disponible	Une stratégie nationale de la cohésion sociale a été élaborée ; Un symposium national de lutte contre les discours haineux et la radicalisation a été organisé	
Adopter la stratégie nationale de promotion de la cohésion sociale (SNCS)	Adopter la stratégie nationale de cohésion sociale et son plan d'actions	Un projet de Stratégie Nationale de la Cohésion Sociale (SNCS) est validé	Une définition consensuelle de la notion de cohésion sociale a été adoptée par les acteurs ; Un projet de stratégie a été élaboré Un projet de plan d'actions triennal est en cours d'élaboration	La suite du processus est tributaire de l'organisation institutionnelle de la structure en charge de la réconciliation nationale et de la cohésion sociale et ses relations fonctionnelles avec le MATD.

Actions	Cibles 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2016-2020	Observations
3. Ministère des Affaires étrangères, de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'extérieur				
Construire la Maison du Burkina à Abidjan	Achever les gros œuvres	0%	43,77% du projet global	Le chantier est à l'arrêt. Un audit a été réalisé sur les avenants. Des transferts ont été faits pour la reprise des travaux
Mettre en œuvre la seconde phase du projet "migration pour le Développement de l'Afrique	Organiser une rencontre avec l'OIM et le Ministère des affaires étrangères sur le transfert du projet MIDA au Ministère l'intégration africaine et former des acteurs nationaux	La formation des acteurs nationaux sur la migration a été réalisée.	-	2 rencontres ont été tenues. Le transfert n'est pas encore effectif et n'est plus d'actualité avec la fusion des deux ministères pour amorcer la seconde phase.
Informer les Burkinabè de l'extérieur des opportunités d'investissement	Organiser 5 missions de sensibilisation et 1 forum des opérateurs économiques de la diaspora	3 missions ont été effectuées en France, en Belgique et en Côte d'Ivoire	20 missions menées	Le forum des opérateurs économiques de la diaspora n'a pas eu lieu
Mettre en œuvre les recommandations du Forum national de la diaspora	100%	90%		La stratégie nationale de la diaspora a été validée. Il a été recommandé de créer un Haut Conseil des Burkinabè de l'extérieur en lieu et place du Conseil supérieur des Burkinabè
Construire la Cité de la diaspora et la Maison de la diaspora	Lancer la construction	En cours		Lancé le 11 juillet 2018, les premières villas de la cité de la diaspora ont été livrées
Participer à des Opérations de Maintien de la Paix	59%	Participation à 7 Opérations de Maintien de la Paix sur 15 soit un taux de 46,67% ;	8	
Effectuer des versements au titre des contributions aux budgets des	Effectuer les versements	Aucun versement n'a été effectué		

Actions	Cibles 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2016-2020	Observations
3. Ministère des Affaires étrangères, de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'extérieur				
différentes missions de maintien de paix et de sécurité, des institutions spécialisées et du G5 Sahel				
Tenir des sessions du comité d'éligibilité au statut de réfugiés	4	3	18	
Réaliser des sessions de formation au profit des écoles professionnelles en droit des réfugiés	3	4	16	
Effectuer des visites de travail et d'amitié	22	Visite de travail et d'amitié de 6 personnalités étrangères au Burkina Faso et 2 de personnalités burkinabè à l'étranger	58 visites d'amitié et de travail du Président du Faso, du Premier Ministre et du Ministre des affaires étrangères	
Poursuivre la construction de la Maison du Burkina à Abidjan	60%	43,77%	43,77%	
Effectuer des versements au titre des contributions aux organisations internationales en	65%	0		
Signer des accords de siège	2	3		
Ratifier des accords multilatéraux et bilatéraux	12	12		
Ouvrir des consulats honoraires à l'étranger	5	0	91	

Actions	Cibles 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2016-2020	Observations
4. Ministère de la Sécurité				
Construire des Commissariats de Police de District (CPD)	10	5	24	Faible capacité des entreprises à respecter les délais contractuels ; Préoccupations sécuritaires dans certaines localités ; Non concrétisation dans les délais des engagements de certains PTF
Construire des brigades territoriales de gendarmerie	10	0	5	Faible capacité des entreprises à respecter les délais contractuels ; Préoccupations sécuritaires dans certaines localités ; Non concrétisation dans les délais des engagements de certains PTF
Construire le garage de la Police Nationale	1	1	1	
Construire le Camp des compagnies républicaines de Sécurité (CRS) à Dori	100%	100%	100%	
Construire un camp UIP_PN dans la région du centre (Ouagadougou)	100%	100%	100%	
Construire un camp BAC à Bobo	100%	100%	100%	
Construire des Postes de commandement (PC) au profit de l'EMGN	2	0	1	
Mettre à la disposition des Burkinabè des passeports à puces électroniques (e-passeports)	75 000	44 003	163 503	
Mettre en place un système de Passeports à puces électroniques (e-Passeports)	100%	100%	100%	Le système est fonctionnel depuis le 31 décembre 2019
Mettre à la disposition des Burkinabè des cartes nationales d'identité (CNIB)	1 900 000	2 030 193	5 953 629	
Mettre de nouveaux agents de police à la disposition du ministère et de la direction générale de la Police nationale	800 dont 50 femmes	809 dont 50 femmes	7809 dont 531 femmes	
Mettre de nouveaux sous-officiers de gendarmerie à la disposition de l'Etat-major de la Gendarmerie nationale	750	648	3648 dont 175 femmes	
Adopter une stratégie de lutte contre le terrorisme	100%	0%	Document provisoire	Le dossier de la stratégie a été reversé au ministère en charge de l'administration du territoire.

Actions	Cibles 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2016-2020	Observations
4. Ministère de la Sécurité				
			disponible	
Elaborer la politique de sécurité nationale	100%	95%	95%	Rapport final remis au Président du Faso en janvier 2020 ; La stratégie de sécurité nationale, est cours d'élaboration.
Mettre en place une structure des investigations anti-terroristes	100%	100%	100%.	La brigade spéciale des investigations anti-terroristes (BSIAT) a été installée et rendue fonctionnelle
Instituer la carte d'identité biométrique de la CEDEAO en remplacement de la Carte Nationale d'Identité Burkinabè (CNIB).	100%	00%	00%	Suspension du projet suite à la désignation de la CNIB comme document de vote lors des prochaines élections et le choix du prestataire ont conduit.
Mettre en œuvre le projet Identification, Rapprochement, Analyse de Police (IRAPOL)	90	1	53	
Mettre en œuvre le Projet de Sécurisation des Visas du Burkina Faso (PSV-BF).	54	20	54	Une plateforme e-visa a été mise en ligne et est en attente de lancement officiel pour le mois de février 2021.

Actions	Cible 2020	Réalisation 2020	Réalisation 2016-2020	Observations
5. Ministère de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique				
Construire le TGI de Po	100%	100%	100%	TGI en attente d'ouverture
Construire le TGI de Ouaga II	100%	100%	100%	TGI en attente d'ouverture
Construire le TGI de Koupéla	-	-	100%	Le TGI fonctionnel depuis 2016
Construire le TGI de Boulsa	100%	100%	100%	Le TGI attente d'ouverture
Normaliser et réfectionner des tribunaux	Réfectionner 2 tribunaux	Travaux de normalisation du TGI de Fada N'Gourma en cours (60%)	Construction des postes de police et des murs de clôture des TGI de Yako et de Manga	
Recruter et former de nouveaux agents de la Garde de Sécurité Pénitentiaire (GSP)	100	377	1236	Personnel GSP : inspecteurs, contrôleurs et assistants
Recruter et former de nouveaux Greffiers	100	100	450	Greffiers en chef, greffiers et secrétaires de greffe et parquet
Construire la Maison d'Arrêt et de Correction (MAC) de Pô	100%	87%	87%	
Construire la MAC de Boulsa	100%	27%	27%	Travaux suspendus
Construire la MAC de Koupéla	-	-	MAC fonctionnelle	La MAC de Koupéla est construite depuis 2016
Normaliser et/ou réfectionner la MAC de Bogandé	-	-	Achevé	
Réhabiliter la MAC de Dédougou	-	-	Achevé	
Réhabiliter la MAC de Koupéla	-	-	Achevé	
Réhabiliter la MAC de Tenkodogo	-	-	Achevé	
Réhabiliter la MAC de Yako	-	-	Achevé	
Réhabiliter la MAC de Ziniaré	-	-	Achevé	
Normaliser la MAC de Bobo	Achever les travaux additifs de la MAC de Bobo	-	Achevé	
Normaliser la MAC de Djibo	Finaliser les travaux additifs à la MAC de Djibo	Achevé	Achevé	
Normaliser la Prison de Haute Sécurité de Ouagadougou			Conduits de gaz installés	
Acquérir des magasins de vivres au profit des MAC de Tenkodogo,	Acquérir des magasins de vivres au profit des 5 MAC	Magasins de vivres acquis au profit des 5 MAC	Magasins de vivres acquis au profit des 5 MAC	

Actions	Cible 2020	Réalisation 2020	Réalisation 2016-2020	Observations
5. Ministère de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique				
Fada, Dédougou, Koudougou et Manga				
Construire et équiper la grande détention de la MAC de Bobo	100%	100%	100%	Il reste l'acquisition du matériel informatique et du mobilier de bureau du bâtiment administratif prévu pour 2021
Appuyer la production pénitentiaire dans le domaine de l'agriculture	Acquérir des intrants, de matériels agricoles et de 14100 plants.	-	480,93 tonnes de production céréalière.	
Renforcer le fonctionnement des pôles de lutte contre les infractions économiques et financières (ECOFI)	Organiser des ateliers de renforcement de capacités et le recrutement de 10 assistants spécialisés	28 magistrats ont été formés sur le blanchiment des capitaux et 36 sur les innovations du Code pénal et du Code de procédure pénale ; Les pôles judiciaires spécialisés ont été dotés en matériel informatique, mobilier de bureau ; 12 dossiers ont été jugés	Les pôles ECOFI fonctionnent et font l'objet de saisine et rendent des décisions.	Le fonctionnement du pôle doit être davantage renforcé par le recrutement et la formation des assistants spécialisés
Aménager et équiper les locaux provisoires du pôle anti terrorisme	-	-	Les locaux provisoires ont été aménagés et équipés ; Le pôle fait l'objet de saisine	Le fonctionnement du pôle doit être renforcé par le recrutement et la formation des assistants spécialisés
Opérationnaliser l'Observatoire national de prévention et de gestion des conflits communautaires (ONAPREGECC) au niveau provincial	2	2	45	Tous les Observatoires provinciaux sont mis en place. idem pour le niveau régional
Opérationnaliser l'ONAPREGECC au niveau départemental	-	32	340	
Opérationnaliser l'ONAPREGECC au niveau village		1545	7740	
Former les membres de l'ONAPREGECC		458 membres été formés	1835 membres formés	

Actions	Cible 2020	Réalisation 2020	Réalisation 2016-2020	Observations
5. Ministère de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique				
Apporter l'assistance judiciaire aux justiciables indigents	500 personnes	311 personnes	1205 personnes assistées	La cible 2020 a été révisée à 300 en raison de la Covid-19
Alphabétiser les mineurs détenus	250 mineurs	571 mineurs	1778 mineurs	Le programme d'alphabétisation des mineurs est en cours depuis 2016
Former les mineurs détenus dans des métiers	250 mineurs	170 mineurs	873 mineurs	
Assurer l'appropriation de l'Approche Basée sur les Droits Humains (ABDH) par les départements ministériels et les collectivités territoriales	Finaliser et valider le référentiel d'outils de prise en compte de l'ABDH dans les documents de politiques publiques	Le référentiel d'outils de prise en compte de l'ABDH dans les documents de politiques publiques a été finalisé.	595 acteurs locaux de développement des collectivités locales et 214 acteurs des départements ministériels formés à l'ABDH ; L'ABDH est pris en compte dans les PCD de 22 communes	La validation du référentiel d'outils de prise en compte de l'ABDH dans les documents de politiques publiques interviendra en 2021
Organiser des sessions ordinaires du Comité de suivi de la mise en œuvre des recommandations de de l'Examen Périodique Universel (EPU)	2	2	Taux de mise en œuvre des recommandations de l'EPU pour le 2 ^e cycle (2013-2017) : 92% ; Celui du troisième cycle (2019-2022) est de 51,63%	Une matrice de la plateforme de suivi des recommandations de l'EPU a été conçue et un atelier d'appropriation a été organisé au profit des acteurs concernés
Elaborer et soumettre le rapport à mi-parcours de l'EPU et finaliser le rapport au titre de la CADHP	Elaborer le rapport à mi-parcours et finaliser le rapport au titre de la CADHP	Le rapport à mi-parcours EPU a été élaboré ; Le rapport au titre de la CADHP a été élaboré ;		
Organiser des sessions d'appropriation du plan d'actions national de mise en œuvre des recommandations de l'EPU	Organiser les sessions	Les sessions ont été organisées		
Coopération dans le cadre des instances internationales relatives aux droits humains	Assurer la participation du Burkina Faso aux trois sessions du Conseil des droits de l'homme ; Assurer la participation du Burkina Faso aux deux sessions de la CADHP	Le pays a participé à une session du Conseil des droits de l'homme	Le pays a pris part à 8 sessions ordinaires de la CADHP et à l'ensemble des sessions ordinaires du Conseil des droits de l'homme ; Le pays a pris part à 4 sessions de l'AG des Nations unies de	En 2020, en raison de la pandémie de la maladie due au Coronavirus, le pays n'a pas pu prendre à toutes les sessions prévues

Actions	Cible 2020	Réalisation 2020	Réalisation 2016-2020	Observations
5. Ministère de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique				
			2016 à 2019.	

Indicateurs clés en matière de justice et droits humains

Indicateur	Valeur 2019	Cible 2020	Valeur 2020	Variation par rapport à 2019
Rayon moyen d'accès à un TGI	59 km	54 km	ND	-
Temps moyen de traitement d'une affaire civile	1 mois 27 jours	1 mois 15 jours	ND	
Temps moyen de traitement d'une affaire commerciale	7 mois 3 jours	3 mois	ND	
Taux de mise en œuvre des recommandations du 3 ^e cycle de l'EPU	27,17%	45%	51,63%	90%

Actions	Cible 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2016-2020	Observations
6. Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales				
Construire et équiper 13 lycées scientifiques dans les 13 régions	4	3	7	Le lycée scientifique de Kaya est en cours de réalisation
Construire 4 353 classes pour la résorption des classes sous paillotes	612	36	2 614	Plusieurs paillotes programmées sont en cours de résorption
Eclairer 50 913 salles de classe	0		11151	
Construire de nouvelles salles de cours	216	28	1 433	
Construire des salles du pré scolaire	20	6	306	
Octroyer des bourses aux élèves du post-primaire	3 700	2 674	19 266	
Octroyer des bourses aux élèves du secondaire	2 300	3 428	12 253	
En matière de recrutement				
<i>Educateurs du préscolaire à former</i>				
Recruter et former des éducateurs de la petite enfance (ex. EJE) et moniteurs de jeunes enfants	200	200	595	
<i>Enseignants du primaire à former</i>				
Recruter et former des professeurs des écoles	700	700	700	
Recruter et former des Instituteurs adjoints certifiés (IAC)	-00	-00	8 660	
<i>Educateurs du préscolaire mis à disposition</i>				
Mettre à disposition de nouveaux éducateurs de la petite enfance (ex. EJE) et de moniteurs de jeunes enfants	30	30	345	
<i>Enseignants du primaire mis à disposition</i>				
Mettre à disposition des Instituteurs adjoints certifiés (IAC) (mesures nouvelles)	-00	-00	8 500	
Mettre à disposition des Instituteurs adjoints certifiés (IAC) (sortant des ENEP)	2 730	2 730	14 230	
<i>Enseignants du post-primaire et secondaire à former (EFTP)</i>				
Recruter et former de nouveaux professeurs certifiés des lycées et collèges de l'enseignement technique et professionnel CAPET	9	9	316	
Recruter et former de nouveaux professeurs certifiés des collèges d'enseignement général et technique (CAET)	9	9	375	

¹ Non compris les éclairages de salles portées par le Ministère de l'Énergie et les divers projets non portés par le MENAPLN

Actions	Cible 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2016-2020	Observations
6. Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales				
<i>Enseignants du post-primaire et secondaire mis à disposition (EFTP)</i>				
Mettre à disposition de nouveaux professeurs des collèges d'enseignement technique et professionnel (intégration PEJEN)	38		28	
Mettre à disposition de nouveaux professeurs certifiés des lycées et collèges de l'enseignement technique et professionnel (CAPET)	13	13	316	
Mettre à disposition de nouveaux professeurs certifiés des collèges d'enseignement technique professionnel (CAET)	13	13	567	
Mettre à disposition de nouveaux professeurs des lycées et collèges (Enseignement et Formation Technique et Professionnelle) sur mesures nouvelles	10		-	
<i>Encadreurs du post-primaire et secondaire à former (EFTP)</i>				
Recruter et former des Inspecteurs de l'enseignement secondaire de catégorie P, échelle C (ex CPES), enseignement technique	-		32	
Recruter et former des Inspecteurs de l'enseignement secondaire, enseignement technique	15	15	28	
<i>Encadreurs du post-primaire et secondaire mis à disposition (EFTP)</i>				
Mettre à disposition des Inspecteurs de l'enseignement secondaire de catégorie P, échelle C (ex CPES), enseignement technique	11	11	42	
Mettre à disposition des Inspecteurs de l'enseignement secondaire, enseignement technique	7	7	20	
<i>Enseignants du post-primaire et secondaire à former (EG)</i>				
Recruter et former des professeurs certifiés des lycées et collèges (CAPES)	600	600	3410	
Recruter et former des professeurs certifiés des collèges d'enseignement général et technique, option EPS	400	400	1600	
Recruter et former des professeurs certifiés des collèges d'enseignement général (CAP-CEG/IDS)	400	400	2300	
Recruter et former des professeurs certifiés des collèges d'enseignement général (CAP-CEG)	600	600	2281	

Actions	Cible 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2016-2020	Observations
6. Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales				
<i>Enseignants du post-primaire et secondaire mis à disposition (RG)</i>				
Mettre à disposition des professeurs des collèges d'enseignement technique et professionnel (intégration PEJEN)	1 826	0	811	
Mettre à disposition des professeurs certifiés des lycées et collèges (CAPES)	893	893	3 973	
Mettre à disposition des nouveaux professeurs certifiés des collèges d'enseignement général et technique, option EPS	300	300	1 461	
Mettre à disposition des nouveaux professeurs certifiés des collèges d'enseignement général (CAP-CEG/IDS)	600	600	2 141	
Mettre à disposition des nouveaux professeurs certifiés des collèges d'enseignement général (CAP-CEG)	437	437	2 081	
Mettre à disposition des professeurs des lycées et collèges (Enseignement général) sur mesures nouvelles	1 150		-	
<i>Encadreurs du post-primaire et secondaire à former (EG)</i>				
Recruter et former des Inspecteurs de l'enseignement secondaire de catégorie P, échelle C (ex CPES), enseignement général	-		279	
Recruter et former des Inspecteurs de l'enseignement secondaire, enseignement général	105	105	204	
Mettre à disposition des Inspecteurs de l'enseignement secondaire de catégorie P, échelle C (ex CPES), enseignement général	96	96	355	
Mettre à disposition des Inspecteurs de l'enseignement secondaire, enseignement général	33	33	113	
Construire de nouveaux lycées			69	55 achevés et 14 en cours

Résultats des examens scolaires du CEP et du BEPC pour l'année scolaire 2019/2020

Niveaux	Examens	Résultats			Indice de parité fille/garçon
		Garçon	Filles	Ensemble	
Primaire	CEP	68,46	64,07	66,06	0,93
Post primaire	BEPC	41,2	32,7	36,5	0,79

Taux brut d'admission par ordre d'enseignement en 2019/2020

Ordre d'enseignement	Sexe			Indice de parité fille/garçon
	Garçon	Filles	Ensemble	
Primaire	96,3	93,5	94,9	1,0
Post primaire	38,6	42,1	40,3	1,1
Secondaire	17,6	15,2	16,4	0,9

Taux brut de scolarisation par ordre d'enseignement en 2019/2020

Ordre d'enseignement	Sexe			Indice de parité fille/garçon
	Garçon	Filles	Ensemble	
Préscolaire	5,2	5,2	5,2	1,0
Primaire	85,8	87,5	86,6	1,0
Post primaire	45,3	53,5	49,3	1,2
Secondaire	23,7	19,5	21,6	0,8

Ratio élèves/classe et ratio élèves/maître (auditeurs/encadreurs) en 2020

Ordre d'enseignement	Ratio	Statut			
		Public	privé	Communautaire	Ensemble
Préscolaire	Elèves/Classe	45	27	48	32
	Elèves/Maître	27	18	30	21
Primaire	Elèves/Classe	50	44	37	48
	Elèves/Maître	51	46	41	50
Post primaire	Elèves/Classe	59	48	-	54
Secondaire	Elèves/Classe	47	38	-	42

Taux de transition au post-primaire et au secondaire en 2019/2020

Ordre d'enseignement	Sexe			Indice de parité fille/garçon
	Garçon	Filles	Ensemble	
Primaire au Post primaire	56,2	51,2	53,5	0,9
Post primaire au secondaire	34,6	25,6	29,9	0,7

Source : annuaires statistiques du post primaire et du secondaire 2019/2020

Actions	Cibles 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2016-2020	Observations
7. Ministère de la Santé				
Délivrer des actes médicaux gratuits aux enfants de moins de 5 ans	NA	10 307 427	49 366 004	Nombre d'actes médicaux gratuits
Construire et équiper 240 CSPPS	30	27*	211*	*dont 20 réalisés par le projet PRISE en 2020
Transformer et équiper 286 CSPPS des chefs-lieux des communes rurales en Centres Médicaux	286	00	32	
Octroyer des appuis financiers aux personnes vulnérables pour leur prise en charge sanitaire	NA		483	Nombre de personnes vulnérables bénéficiaires
Recruter des personnels de santé	1173	308 recrutements sur concours directs et 865 sur mesures nouvelles spéciales	8 209 nouveaux agents dont 2 177 médecins, 84 pharmaciens, 5 948 paramédicaux	1 907 agents de santé sont admis pour des stages de formation pour l'année scolaire 2020-2021 dont 114 médecins et 07 pharmaciens.
Poursuivre les travaux de construction du Centre hospitalier universitaire régional (CHU-R) de Dédougou et du Centre hospitalier régional (CHR) de Manga		Taux d'exécution physique CHU-R Dédougou de 33% et CHR de Manga de 20%		Travaux en cours
Construire le Centre hospitalier universitaire (CHU) de Bobo-Dioulasso	Lancer les travaux	La pose de la première a été effectuée en octobre 2020	taux d'exécution physique du projet en fin 2020 est de 7%	
Renforcer les unités de dialyse	Renforcer les unités	Renouvellement de l'équipement de l'unité de dialyse du CHU-Yalgado OUEDRAOGO, Mise en service de l'unité de dialyse du CHU de Bogodogo ; Achèvement et équipement de l'unité de dialyse du CHU-R de Ouahigouya		
Poursuivre les travaux de construction et d'équipement des unités de radiothérapie	Poursuivre les travaux	72% de taux d'exécution pour le Centre de cancérologie de Tengandogo et 100% pour le CHU de Bogodogo		
Poursuivre la construction du Centre	Poursuivre la	Taux d'exécution physique des		

Actions	Cibles 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2016-2020	Observations
7. Ministère de la Santé				
spécialisé de haut niveau en neurochirurgie et du Centre de gériatrie de Ouagadougou	construction	travaux de neurochirurgie à 40% et celui de gériatrie à 40,46% en fin 2020.		
Acquérir de 300 ambulances	100%	100%	300 nouvelles ambulances dont 42 de type SAMU	Pour un coût total de 14 134 543 471 francs CFA
Poursuivre la mise en œuvre de la loi n°057-2017/AN du 19 décembre 2017 portant statut de la Fonction publique hospitalière (FPH)	Poursuivre la mise en œuvre de la loi	L'Agence nationale de gestion des soins de santé primaires (AGSP) a été mise en place et des agents de santé ont été reversés dans la FPH		Sur 26 873 agents de santé concernés par la FPH, 24 829 ont été détachés et 24 596 ont été reversés, soit plus de 90% d'exécution

Quelques indicateurs clés du ministère de la Santé

L'accès aux services de santé de qualité est garanti à tous	Valeur de Référence	Cibles					Réalisations				
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2016	2017	2018	2019	2020
Indicateurs d'effets											
Rayon moyen d'action théorique	6,8	5	5	5	5	5	6,7	6,5	6,4	6,3	6,2
Taux de mortalité intra hospitalière maternelle pour 100 000 naissances vivantes	109,9	100	100	95	90	90	135,5	120,9	117	143	142
Indicateurs de produits											
Taux d'accouchements assistés	83,4%	87%	90%	90%	90%	≥ 90%	80,9%	83,9%	78%%	41,9%	74,06%
Taux de césariennes réalisées (%)	2,4	5	6	7	8	8	10	2,26	2,51	1,47	2,5
Taux de couverture en CPN4	34,1%	45%	50%	55%	55%	≥70%	35,0%	37,8%	42%	22,7%	37,1
Proportion des CMA disposant d'au moins 2 médecins formés en CE	2,4%	5%	7%	10%	80%	80%	80,9%	82,9%	83,3%	48%	22,2
Nombre de nouveaux contacts par habitant par an des enfants de moins de 5 ans	1,7	>2	>2	>2	>2	>2	2,5	3,05	3,08	1,7	2,4
Nombre de femmes ayant bénéficié de la gratuité	NA	NA	NA	NA	NA	NA	3 233 293	6 105 610	3 026 382	4 054 188	6 901 979
Nombre d'enfants ayant bénéficié de la gratuité	NA	NA	NA	NA	NA	NA	7 068 370	10 815 187	11 187 883	9 482 819	10 307 427

L'accès aux services de santé de qualité est garanti à tous	Valeur de Référence	Cibles					Réalizations				
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2016	2017	2018	2019	2020
Létalité du paludisme grave chez les enfants de moins de 5 ans	1,4%	1	<1	<1	<1	<1	1,5%	1,4%	1,5%	1,1	1,6
Vaccination											
Taux de disponibilité en vaccins dans les dépôts de DS	89%	100%	100%	100%	100%	100%	89%	86,4%	90%	ND	100%
Taux de couverture en DTC-Hep-Hib3	100%	100%	100%	100%	100%	100%	103%	106%	100	56,5	94,09%
Taux d'abandon entre DTC+HepB-Hib1 et DTC+HepB-Hib3	<3,2	<3	<3	<3	<3	<3	3,3	2,21	2	0,8	3,21%
Taux de couverture en RR2	100%	100%	80%	100%	100%	100%	75%	80%	85%	48,1%	80,49%
Taux de couverture en Men A	ND	70%	90%	100%	100%	100%	NA	68%	82%	48,9	80,85%
Taux de couverture en VAT2+	93,51%	95%	97%	97%	97%	97%	93%	95%	98%	13,2%%	64,86%
Lutte contre le VIH											
Séroprévalence de l'infection à VIH	1,3%	<1	<1	<1	<1		1,3%	1,3	1,3	1,3	1,3
Taux de transmission résiduelle du VIH de la mère à l'enfant	5,9%	5,6	5,4%	5,2%	5%	5%	8,1%	5,5%	4,8%	4,7%	5,37%
Pourcentage de femmes enceintes VIH+ recevant des ARV pour la PTME	89%	95%	100%	100%	100%	100%	91%	110,4%	100%	106,1%	118,6%
Pourcentage d'enfants nés de mères VIH+ ayant bénéficié de la PCR à 6 semaines de vie	54,3%	60%	80%	90%	90%	90%	55%	57,9%	75%	41,01%	53,34%

L'état nutritionnel de la population, en particulier des femmes et des enfants, est amélioré	Valeur Référence	Cibles					Réalizations				
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2016	2017	2018	2019	2020
Indicateurs d'effets											
Pourcentage d'enfants avec un retard de croissance parmi les enfants de moins de 5 ans	30,2%	28%	21,2%	21%	22,6%	21%	27,3%	21,2%	25,0%	25,4%	24,9%
Indicateurs de produits											
Proportion de malnutris aigus sévères pris en charge par rapport au nombre de cas attendus	91%	≥ 90%	≥ 90%	≥ 90%	≥ 90%	≥90%	55,0%	47,8%	100%	77,0%	54,6%
Proportion d'enfants de 0 à 6 mois allaités exclusivement	46,7%	47, %	47,8%	47,8%	55,9	47,8%	55,0%	47,8%	55,8%	59%	64,4%
Proportion d'enfants de 6-8 mois ayant bénéficié d'une introduction en temps opportun d'aliments de complément	64,7%	≥70%	≥70%	≥70%	≥70%	≥70%	73,5%	71,5%	70,8%	61,6%	77,3%
Proportion d'enfants de 6-23 mois ayant reçu une alimentation minimum acceptable	14,1%	17%	17,5%	17,5%	23,2%	17,5%	21,5%	17,5%	18%	17,4%	21,9%
Proportion d'enfants mis au sein dans l'heure qui suit la naissance		≥ 50%	≥ 50%	≥ 50%	≥ 50%	≥50%	46,6%	55,8%	59,5	59,1%	63,4%
Le processus d'accélération de la transition démographique pour déclencher le dividende démographique est réellement mis en mouvement											
Indicateurs d'effets											
Indice synthétique de fécondité	8,1%	6,3%	4,7%	4,7%	4,7	4,7	ND	ND	5,4%	5,4%	5,4%
Couple-année protection en pourcentage	91%	100%	100%	100%	100%		24,8%	27,1%	32,3%	17,90%	ND

Actions	Cibles 2020	Réalisation 2020	Réalisation 2016-2020	Observation
8. Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement				
Opérationnaliser la Banque pour le financement de l'agriculture (BADF)	Lancer les activités de la banque	La banque a démarré ses activités en 2019.	Equipe dirigeante et Conseil d'administration mis en place et la BADF a été dotée d'un capital de 14,28 milliards de FCFA	
Opérationnaliser la Caisse de dépôts et de consignations (CDC)	Finaliser le business plan, l'étude actuarielle et recruter le personnel	Le business plan et l'étude actuarielle ont été finalisés. L'organe de gestion est opérationnel. La Commission de surveillance a été mise en place. La CDC fonctionne actuellement avec un minimum de personnel	Rapports d'études sur le business plan et modèle actuariel disponibles, Directeur général et caissier général nommés et octroi d'une subvention initiale de 20 milliards de FCFA à la CDC	Attente de la nomination des membres de la Commission de surveillance et de l'équipe de direction
Adopter la loi sur le pilotage de l'économie et la gestion du développement	Adopter des arrêtés d'application des décrets d'application de la loi et organiser des sessions de vulgarisation de la loi	6 sessions de diffusion de la loi ont été tenues dans six 6 régions différentes	La loi et les trois décrets d'application ont été adoptés ; 8 sessions de diffusion de la loi ont été tenues en 2019 et en 2020 ; - les 14 politiques sectorielles, comme prévu dans le PNDES ont été adoptées en Conseil des Ministres en 2017	L'évaluation de l'ENP Burkina 2025 est en cours et sa finalisation est prévue pour le premier trimestre 2022 L'élaboration de la nouvelle vision post-2025 va débuter en 2022
Rationaliser les unités de gestion des projets et programmes de développement	Rattacher les nouveaux projets aux programmes budgétaires	Tous les nouveaux projets sont rattachés à des programmes budgétaires	Tous les projets ont été rattachés aux programmes budgétaires	Désormais, les nouveaux projets et programmes de développement prennent naissance dans les programmes budgétaires.
Adopter un guide d'élaboration des politiques sectorielles	Appuyer les ministères et institutions dans l'élaboration de leurs documents de politiques et stratégies	Les ministères et institutions ont été accompagnés dans l'élaboration de leurs documents de politiques et stratégies	Le guide a été adopté en juin 2017 et a été diffusé en 2018 auprès des structures en charge de la planification dans les différents départements ministériels et les institutions	
Mettre en œuvre le projet cadastre fiscal	Renforcer le cadre juridique et institutionnel du cadastre fiscal et la	La méthode d'évaluation a été validée et l'arrêté portant modalités de détermination de la valeur cadastrale des immeubles	L'arrêté portant mise en place du projet cadastre a été pris et la base de données cadastrales des redevables de la taxe foncière constituée	Toutefois la solution informatique et le logiciel SYC@D ne sont pas encore déployés

Actions	Cibles 2020	Réalisation 2020	Réalisation 2016-2020	Observation
8. Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement				
	maîtrise de la matière imposable	bâties et non bâties a été approuvée et signée La solution informatique pour la gestion du système d'évaluation a été validée; La base de données des attributaires de parcelles est saisie et le logiciel de gestion domaniale et cadastral SYC@D a été testé et jugé techniquement viable		
Renforcer les capacités des unités de production informelle dans le cadre du PADEL	Renforcer les capacités des unités de production			Les travaux de réalisation de 1810 infrastructures sont en cours dans 7 régions
Octroyer des cash transferts aux ménages vulnérables dans le cadre du PADEL	Octroyer des cash transferts aux ménages vulnérables	Transferts de cash effectués au profit de 52 000 ménages ;		
Octroyer des crédits aux promoteurs d'AGR dans le cadre du PADEL	Octroyer des crédits aux promoteurs d'AGR	102 347 dossiers de financement ont été collectés dans 6 régions ; 10 930 dossiers de promoteurs ont été sélectionnés		
Poursuivre les travaux du 5 ^e Recensement général de la population et de l'habitation (RGPH-V)	Diffuser les résultats préliminaires ; Elaborer les rapports d'analyse	Le rapport préliminaire du RGPH est disponible et diffusé. Des résultats préliminaires ont été publiés		
Poursuivre la mise en œuvre des télé procédures	Rendre fonctionnelle la télé déclaration des résultats annuels ; Généraliser l'utilisation de eSintax à tous les segments des contribuables	Le cabinet de développement de la liasse fiscale a été recruté et le contrat a été signé ; L'utilisation de eSINTAX a été généralisée à tous les contribuables		
Mettre en œuvre les programmes Burkina	Mettre en œuvre les 2 programmes	Burkina Startups : 42 projets financés pour un montant global de	Burkina Startups : 42 projets financés pour un financement global de 1 236 959	Burkina Startups : troisième appel à projet

Actions	Cibles 2020	Réalisation 2020	Réalisation 2016-2020	Observation
8. Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement				
Startups et AgriNova		1 236 959 895 FCFA. AgriNova : 75 dossiers sélectionnés d'un montant global de 1 102 364 435 FCFA et le deuxième appel à projet lancé.	895 FCFA. AgriNova : 75 dossiers sélectionnés d'un montant global de 1 102 364 435 FCFA et le deuxième appel à projet lancé.	en cours d'exécution. AgriNova : deuxième appel à projet en cours permettra de financer 27 projets
Poursuivre la mise en œuvre du Programme de réalisation des infrastructures socioéconomiques (PRISE)	Lancer de nombreux chantiers	Installation d'une Adduction d'eau potable simplifiée (AEPS), Aménagement de 10 km de route en terre, Construction de 42 complexes scolaires, 20 CSPS, 69 forages positifs, 1 bâtiment administratif, 15 radiers et 12 dalots		En cours de réalisation: retenue d'eau, 1 complexe scolaire, 5 CSPS, 28 forages 1bâtiment administratif, 04 radiers et 02 dalots

Synthèse de la situation des indicateurs macro- économiques

Hypothèses	2015 réal.	2016 est.	2017 est.	2018 est.	2019 est.	2020 Proj.	Perspectives
Production							
Céréales (1000 T)	4 189,7	4 567,1	4 063,2	5 180,7	4 939,6	5 272,2	
Var en %	-6,3	9,0	-11,0	27,5	-4,7	6,7	
Coton (1000 T)	588,2	681,4	585,2	435,3	462,6	490,3	
Var en %	-16,9	15,8	-14,1	-25,6	6,3	6,0	
Or (Tonne)	36,451	38,530	46,392	52,623	52,369	53,379	
Var en %	0,5	5,7	20,4	13,4	-0,5	1,9	
Zinc (1000 T)	137,3	155,7	176,8	183,4	211,2	182,1	
Manganèse (1000 T)	0,0	0,0	0,0	0,0	40,0	0,0	
Cours des matières premières							
Pétrole (en dollars le baril)	50,8	42,8	54,4	71,1	64,0	41,0	
Or (en dollars l'once)	1158,2	1241,6	1256,6	1279,3	1395,5	1799,6	
Coton (en dollars la tonne)	1366,0	1532,5	1716,8	1721,4	1565,0	1659,7	
Zinc (Milliers FCFA la tonne)	238,2	341,4	542,1	517,1	430,0	346,8	
Manganèse (Milliers FCFA la tonne)	96,5	96,5	96,5	96,5	96,6	95,2	
Taux de change du dollar en FCFA							

Hypothèses	2015 réal.	2016 est.	2017 est.	2018 est.	2019 est.	2020 Proj.	Perspectives
Cours du dollar en FCFA	591,9	592,8	582,2	555,7	586,0	577,8	
Secteur réel							
PIB nominal	6 162,5	6 448,1	7 290,0	7 858,4	8 509,4	9 071,7	
Var En %	0,7	4,6	13,1	7,8	8,3	6,6	
PIB réel	4 377,0	4 638,2	4 927,7	5 259,8	5 560,2	5 635,8	
Taux de croissance du PIB réel (en %)	3,9	6,0	6,2	6,7	5,7	1,4	5,2% en 2021 et 2022
Déflateur (en %)	-3,1	-1,3	6,4	1,0	2,4	5,2	
Inflation (en %)	0,9	0,4	1,5	2,0	-3,2	1,6	
Variation sectorielle (en %)							
Primaire (en %)	-2,8	3,3	-2,8	8,1	0,6	4,3	
Secondaire (en %)	4,6	9,9	8,5	8,4	1,2	2,6	
Tertiaire (en %)	6,6	5,4	8,3	5,2	10,4	0,1	
Finances publiques (en milliards de FCFA)							
Recettes totales et dons	1 288,5	1 412,6	1 583,6	1 745,9	1 882,0	2 030,7	
Var en %		9,6	12,1	10,2	7,8	7,9	
Recettes fiscales	939,8	1 075,4	1 238,2	1 354,3	1 424,9	1 407,8	
Var en %		14,4	15,1	9,4	5,2	-1,2	
Recettes non fiscale	118,7	155,1	151,0	176,5	322,8	223,1	
Dons	230,0	182,0	194,3	215,1	134,3	399,9	
Programmes	124,8	81,2	74,4	92,7	88,4	176,7	
Projets	105,2	100,8	119,9	122,4	45,9	223,2	
Dépenses Totales	1 411,6	1 638,3	2 146,5	2 127,7	2 177,4	2 523,9	
Var en %	-1,6	16,1	31,0	-0,9	2,3	15,9	
Dépenses courante	923,2	1 118,7	1 318,7	1 383,4	1 644,5	1 649,5	
Salaire	468,5	554,5	618,0	705,1	844,4	878,0	
salaire/recettes fiscales (en %)	49,9	51,6	49,9	52,1	59,3	62,4	
Fonctionnement	109,4	128,0	174,1	196,2	198,4	186,5	
Intérêts	43,7	65,3	69,5	97,3	117,1	114,0	
Transferts	301,5	370,9	457,1	384,8	484,6	470,9	
Dépenses en capital	501,0	528,2	831,3	754,3	556,8	884,0	
Ressources propres	302,5	338,6	570,4	447,0	419,0	466,7	
Ressources extérieures	151,6	182,7	244,4	225,2	136,5	352,3	
Transfert en capital	46,9	7,0	16,5	82,2	1,3	65,0	
Déficit budgétaire	-123,1	-225,8	-562,9	-381,8	-295,5	-493,1	

Hypothèses	2015 réal.	2016 est.	2017 est.	2018 est.	2019 est.	2020 Proj.	Perspectives
Dettes Publiques							
Dettes publiques totales	2159,5	2459,0	2735,7	3327,1	3952,3	4540,5	
Dettes intérieures	695,5	860,2	1133,6	1562,8	1913,0	2274,8	
Dettes extérieures	1464,0	1598,8	1602,2	1764,2	2039,3	2265,7	
Principaux agrégats des finances publiques en pourcentage du PIB							
Recettes et dons (en %)	20,9	21,9	21,7	22,2	22,1	22,4	
Recettes fiscales (en %)	15,2	16,7	17,0	17,2	16,7	15,5	
Dons (en %)	3,7	2,8	2,7	2,7	1,6	4,4	
Dépenses totales (en %)	22,9	25,4	29,4	27,1	25,6	27,8	
Dépenses courantes (en %)	15,0	17,4	18,1	17,6	19,3	18,2	
Dépenses en capital (en %)	8,1	8,2	11,4	9,6	6,5	9,7	
Ressources propres (en %)	4,9	5,3	7,8	5,7	4,9	5,1	
Ressources extérieures (en %)	2,5	2,8	3,4	2,9	1,6	3,9	
Déficit budgétaire (en %)	2,0	3,5	7,7	4,9	3,5	5,4	
Dettes publiques totales (en %)	35,0	38,1	37,5	42,3	46,4	50,1	
Dettes intérieures (en %)	11,3	13,3	15,5	19,9	22,5	25,1	
Dettes extérieures (en %)	23,8	24,8	22,0	22,5	24,0	25,0	
Bilan des paiements (BDP) en milliards de FCFA							
Exportation	1 397,7	1 676,4	1 995,6	2 196,3	2 301,2	2 672,0	
Var en %	2,6	19,9	19,0	10,1	4,8	16,1	
Importation	1 540,4	1 676,7	1 890,4	2 035,2	2 081,7	2 058,0	
Var en %	3,3	8,8	12,7	7,7	2,3	-1,1	
Bilan commerciale	-142,7	-0,4	105,2	161,1	219,5	614,0	
Bilan transactions courantes (BTC)	-529,4	-462,4	-412,1	-369,3	-287,7	179,1	
Solde Globale de la BDP	283,4	241,3	246,9	116,3	65,0	130,2	
Principaux agrégats de la BDP en pourcentage du PIB							
Exportation (en %)	22,7	26,0	27,4	27,9	27,0	29,5	
Importation (en %)	25,0	26,0	25,9	25,9	24,5	22,7	
Bilan commerciale (en %)	-2,3	0,0	1,4	2,0	2,6	6,8	
Transactions courantes (en %)	-8,6	-7,2	-5,7	-4,7	-3,4	2,0	
Solde global (en %)	4,6	3,7	3,4	1,5	0,8	1,4	

Actions	Cibles 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2016-2020	Observations
9. Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation				
<i>Amélioration de l'offre de formation au supérieur</i>				
Construire 26 amphithéâtres de (500 places)	2 amphis jumelés de 1 000 et 1 500 places à l'UTS	En cours de réalisation	12 amphis disponibles dont 09 parachevés et 03 en cours de réalisation	
	1 complexe d'amphis de 500 et 300 places à l'UNZ	En cours de réalisation		
	1 amphi de 350 places à l'UNZ	En cours de réalisation		
	1 amphi de 750 places à l'UNZ	En cours de réalisation		
Construire 46 bâtiments pédagogiques	1 UFR/ST à l'UNZ	En cours : 21%	1 bâtiment pédagogique en R+2 à l'UNZ	13 bâtiments pédagogiques disponibles dont 10 parachevés et 3 en cours de réalisation
	1 bâtiment pédagogique en R+2 au CU de Tenkodogo	En cours : 52%	2 bâtiments pédagogiques en R+2 à UJKZ	
	1 bâtiment pédagogique en R+2 au CUP de Gaoua	En cours : 27%	1 bâtiment pédagogique en R+2 à l'UNB (INSSA)	
	1 UFR/ST à l'UNZ	En cours : 21%		
Créer une université virtuelle (UV-BF)	Achever les gros œuvres du siège de l'université virtuelle	En cours	L'Université virtuelle a été créée et est fonctionnelle. Siège en cours de construction (58%)	
Mettre en place 16 espaces numériques ouverts (ENO) rattachés à l'UV-BF	Réaliser 2 ENO à Ouagadougou	En cours (30%)	Les gros œuvres de 3 ENO ont été réalisés : Ouagadougou, Bobo-Dioulasso et Koudougou.	3 ENO : Ouagadougou et Dédougou sont en cours (30%)
	Réaliser 1 ENO à Dédougou			
Renforcer le vivier enseignant	Recruter 163 assistants et 60 assistants hospitalo-universitaires	En cours de recrutement	317 assistants, 29 assistants hospitalo-universitaires et 100 Attachés temporaires d'enseignement et de recherche (ATER) ont été recrutés au profit des universités publiques	
Créer de nouvelles universités dans les régions			7 nouveaux centres universitaires ont été créés en plus de l'Ecole polytechnique de Ouagadougou	Toutes ces universités régionales sont fonctionnelles
<i>Améliorer la qualité de l'enseignement supérieur</i>				
Construire et équiper 24 laboratoires	Poursuivre la construction des bâtiments administratifs et de nouveaux laboratoires	1 laboratoire à l'IRSAT Ouaga (CNRST) 50%	21 Laboratoires disponibles dont 20 construits et un (01) en cours de réalisation	

Actions	Cibles 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2016-2020	Observations
9. Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation				
Formation professionnelle initiale dans les écoles et Instituts				
« Universitariser » les écoles professionnelles (ENAM, ENAREF, ENSP, ENEP, etc.)			2 écoles universitarisées et processus en cours pour l'ENSP et l'ENAM	
Construire 7 bibliothèques de 1 000 places chacune	Poursuivre la construction de la bibliothèque centrale extensible en R+4 (UNZ)	Gros œuvres du RDC terminés	Gros œuvres du RDC (UNZ)	
	Créer une bibliothèque numérique à l'UJKZ	Achevée	1 bibliothèque numérique créée à UJKZ	
Subventionner le premier ordinateur pour les étudiants du cycle licence	Subventionner 8 000 ordinateurs au profit des étudiants	8 371 ordinateurs subventionnés	8 371 ordinateurs subventionnés	7 871 par la Banque Mondiale et 500 par l'Etat
Accroître la fourniture des services sociaux				
Construire 6 cités de 4000 (places) lits	1 cité de 1 500 lits à UNZ	En cours (40%)	1 cité de 1 500 lits à l'UNB ; 1 cité de 1 500 lits à l'UTS ;	2 Cités construites ; 1 cité en cours
Construire des restaurants universitaires et autres réalisations		2 restaurants de 600 et 700 places construites à l'UTS	6 restaurants universitaires construits et équipés	Dédougou, Ouahigouya, Fada N'Gourma, UTS, Institut National des Sciences de la Santé de l'UNB ; construction et équipement d'un centre médical à l'UTS
Contrôle, coordination en matière de recherche scientifique et technologique				
Créer 3 technopoles		Site du technopole pharmaceutique identifié à Kokologo et études prioritaires pour la mise en route en cours	Etudes de faisabilité des 3 technopoles retenus dans le PNDES réalisées ; Les études pour la construction du technopole Energie/TIC sont disponibles. Les sites des technopoles Energie/TIC et pharmaceutique	Les études nécessaires à la construction du technopole pharmaceutique sont en cours

Actions	Cibles 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2016-2020	Observations
9. Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation				
			sont identifiés	
Créer des pôles d'excellence	Elaborer les 4 programmes nationaux fédérateurs de recherche	Etudes d'impacts environnementales et sociales et les études architecturales des 02 plateaux techniques (Ouaga et Bobo) ont été réalisées ; 4 programmes nationaux fédérateurs de recherche ont été élaborés	Les études d'impacts environnementales et sociales et des études architecturales des 02 plateaux techniques (Ouaga et Bobo) ont été réalisées ; 8 programmes nationaux fédérateurs de recherche ont été élaborés ;	
<i>Améliorer le pilotage et la coordination des actions du ministère</i>				
Inscrire l'enseignement supérieur comme prioritaire dans les documents de politique			L'Enseignement Supérieur est inscrit comme une priorité dans le PNDES, référentiel national en matière de développement	
Mettre en place et tenir un Conseil présidentiel pour l'Enseignement supérieur (CPES)	Tenir le CPES	Non tenu du CPES	Elaboration du Décret portant organisation, fonctionnement du CPES ainsi que les arrêtés portant règlement intérieur et comité d'organisation	
Adopter un plan de renforcement et d'autonomisation des universités régionales			Le Plan a été adopté depuis 2016	
Etablir des partenariats stratégiques avec d'autres universités de bonne réputation pour développer les filières scientifiques			Accords de coopération signés par l'UTS avec des universités et écoles ; Partenariat et conventions signés par l'Ecole Polytechnique de Ouagadougou avec l'Ecole d'ingénieurs (IGA) de Grenoble en France et avec la Faculté de Mécanique de l'Université de Bohemia en République Tchèque;	

Actions	Cibles 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2016-2020	Observations
9. Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation				
Renforcer les effectifs formés dans les écoles et Instituts communautaires de formation			22 étudiants burkinabè ont été inscrits à l'Institut national polytechnique Félix Houphouët BOIGNY dès 2016-2017	
Autonomiser les universités régionales			Les trois premiers CUP (Ouahigouya, Dédougou et Fada) sont autonomes depuis 2017. Des CUP ou CU créés dans toutes les régions	
Abonner les universités publiques à des revues électroniques et bibliothèques en ligne			Réflexion en cours en vue de réaliser les abonnements des universités publiques à des revues électroniques et bibliothèques en ligne	
<i>Améliorer la production des technologies et innovations au profit du développement socioéconomique</i>				
Production des articles scientifiques et des fiches techniques et 30 ouvrages			Production de 1588 articles scientifiques, 1670 fiches techniques et 30 ouvrages ;	
Créer des variétés d'espèces agricoles			Création de plus de 500 variétés d'espèces agricoles	
Produire des semences de base au profit des sociétés cotonnières			Production de plus 2 000 000 kg de semences de base au profit des sociétés cotonnières ;	
Produire des médicaments			Production de plus de 100 000 gélules de FACA adulte et infantile, 1 000 000 de comprimés de chloroquine, 600 000 comprimés de paracétamol, 20 000 litres de solution hydroalcolique;	
Générer des méthodes, technologies, procédés ou innovations en matière de recherche et d'innovation			112 nouvelles méthodes, technologies, procédés ou innovations générés dans les domaines agro-sylvo-pastoral et environnemental, les sciences sociales et humaines, les sciences de la santé, les sciences appliquées et technologiques	

Actions	Cibles 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2016-2020	Observation
10. Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale				
Relire la loi 028-2008/AN portant Code du travail	Adopter le Code du travail	Rencontre bipartite entre le CNPB et les Centrales syndicales des travailleurs pour échanger sur les points de non consensus	Le draft zéro de l'avant-projet du nouveau Code de travail, et des travaux des groupes de travail sont disponibles	Les conclusions issues des concertations bipartites permettront la poursuite des autres phases du processus de révision de l'avant-projet de loi
Elaborer les textes d'application de la loi portant Code du travail	76	0	27 projets de textes ont été élaborés sur un total de 76	Le Code du travail n'ayant pas été adopté, ces textes n'ont pas été adoptés.
Sensibiliser les travailleurs déflatés et retraités	Sensibiliser les travailleurs déflatés et retraités	1476 dont 590 femmes travailleurs déflatés et retraités ont été sensibilisés	5 874 dont 1 352 femmes travailleurs déflatés et retraités ont été sensibilisés,	
Former des promoteurs en AGR et en agro sylvo pastorale	Former les promoteurs	259 promoteurs dont 78 femmes ont été formés	760 promoteurs dont 260 femmes ont été formés	
Financer des microprojets	Financer des microprojets	94 microprojets dont 21 concernant les femmes ont été financés	495 microprojets dont 97 femmes ont été financés	
Assurer la prise en charge des personnes indigentes dans le cadre du système d'assurance maladie universelle		22 773 indigents sur 70 000 disposent de leurs cartes d'immatriculation ; 425 personnes dont 229 femmes sensibilisées dans 2 régions	1075 personnes dont 319 femmes ont été sensibilisées dans les quatre régions de démarrage de la couverture par le RAMU	
Elaborer le plan stratégique de développement du Régime d'assurance maladie universelle (PSD-RAMU)	Elaborer le plan stratégique		Le plan stratégique a été finalisé	
Elaborer le plan de transfert des mesures de gratuité des soins pour les femmes et les enfants de moins de cinq ans	Elaborer le plan de transfert		Le plan de transfert a été élaboré	
Elaborer une convention de collaboration entre le ministère de la Santé et la CNAMU ;	Elaborer la convention		La convention a été élaborée	

Actions	Cibles 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2016-2020	Observation
10. Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale				
Construire un Centre gériatrique à Ouagadougou	Construire le centre	En phase de finition	En phase de finition	Financement de la CARFO
Construire un Centre gériatrique à Bobo-Dioulasso	Construire le centre	Recrutement en cours d'un cabinet pour l'étude architecturale ; Un site a été trouvé pour la construction du Centre	Recrutement en cours d'un cabinet pour l'étude architecturale ; Un site a été trouvé pour la construction du Centre	Financement de la CNSS
Construire 5 Bourses de travail	Construire la Bourse du travail de Tenkodogo	La Bourse a été construite	Ouagadougou : réfectionnée, Tenkodogo : construite ; Bobo : en cours de construction	
Organiser les négociations des conventions collectives dans les secteurs d'activités (Mines, Banques et établissements financiers, BRAKINA/SODIBO, Sécurité privée)	Poursuivre la négociation des sociétés de sécurité privée, des mines	La signature de la convention collective a été révisée avec les transporteurs routiers	La signature des conventions collectives des enseignements privés laïcs, des boulangers et pâtisseries, des banques et établissements financiers ainsi que celle révisée des transporteurs routiers,	Absence de ressources propres dédiées à la négociation

Statistiques des concours au profit des personnes handicapées

	2017	2018	2019	2020
Nombre de candidatures	349	357	436	642
Nombre de postes à pourvoir	41	33	32	29
Nombre de postes pourvus	34	24	31	En cours

Statistiques des concours de la Fonction publique de 2016 à 2020

Concours de la Fonction publique	2016	2017	2018	2019	2020
Concours directs suivi de formation					
Nombre de concours directs ouverts	102	106	109	87	60
Postes à pourvoir	11 723	11 096	6 648	5 892	4 721
Postes pourvus	10 996	9 971	6 326	3 595	3960 (provisaires)
Concours directs sans formation					
Nombre de concours sans formation ouverts	58	35	43	73	81
Postes à pourvoir	6 785	4 314	2 898	5 539	4 723

Postes pourvus	5 968	4 272	2 533	3 733	En cours
Sélection sur dossiers					
Ensemble des agents recrutés sur sélection de dossier	249	463	42	nd	En cours
Femmes	68	139	8	nd	En cours
Hommes	181	324	34	nd	En cours
Concours professionnels					
Nombre de concours professionnels ouverts	190	190	171	130	135
Postes à pourvoir	4 481	4 654	3 923	3 232	3 395
Postes pourvus	3 875	3 686	3 129	2 401	2 832

Elaboration dans les délais, des actes de carrières des agents de la Fonction publique en 2020

Nature de l'acte	Nombre de dossiers reçus d'actes	Nombre d'actes élaborés	Taux de réalisation
Intégration des enseignants du primaire recrutés sur concours direct sans formation	994	994	100%
Intégration des élèves en fin de formation professionnelle	2762	2674	96,81%
Reclassement des élèves en fin de stage de formation professionnelle dans les délais	349	315	90,26%
Reclassement des enseignants admis aux examens professionnels	233	233	100,00%
Intégration des agents recrutés par concours direct non suivi de formation	305	305	100,00%
Bonification d'échelon suite à un stage de spécialisation régulier	19	19	100,00%
Reversement des agents conformément aux statuts autonomes	1708	1017	59,54%
Retraite des agents de la Fonction publique au titre de l'année 2020	1355	968	71,44%
Relevés généraux de service (RGS) des agents de la Fonction publique en situation de sortie définitive au titre de l'année 2020	920	875	95,11%
Reconstitution de carrière et régularisation de situations administratives des agents (en cours de carrière ou en situation de sortie)	786	723	91,98%

Tableau synthèse de l'enrôlement 2020 au RAMU

Région	Enrôlement des indigents			Production de cartes	
	Nombre attendu	Nombre enrôlé	Tx E	Nombre	Tx C
Boucle du Mouhoun	44 084	12 499	28,4%	7 564	60,5%
Hauts-Bassins	4 977	2 665	53,5%	1 373	51,5%
Centre	15 227	12 244	80,4%	8 779	71,7%
Nord	2 857	2 228	78,0%	-	0,0%
Général	67 145	29 636	44,1%	17 716	59,8%

Tableau récapitulatif des articles renvoyant à l'adoption de décrets d'application de la CNT/0065 du 15 septembre 2015

N°	DISPOSITIONS LOI RAMU	OBJET DU TEXTE D'APPLICATION	Observation
1.	Article 12 :	Définition d'un panier de soins	Rédigé et validé
2.	Article 14	Fixation de la liste des maladies donnant droit à exonération des frais de soins	Rédigé
3.	Article 16 :	Détermination des autres conditions et modalités de prise en charge des frais de santé	Non rédigé
4.	Article 22 :	Approbation de modèle type de convention entre l'organisme de gestion de l'assurance maladie universelle (AMU) et les prestataires de soins de santé	Rédigé
5.	Article 33 :	Détermination des conditions et modalités du contrôle médical ainsi que de l'expertise médicale	Rédigé et validé
6.	Article 37 :	Fixation des conditions et modalités du contrôle administratif	Rédigé
7.	Article 39 :	Création des organismes de gestion ; Fixation de l'organisation, des attributions et du fonctionnement des organismes de gestion par leurs statuts, lesquels statuts sont adoptés par décret	Adoptés
8.	Article 42 :	Création de l'organe de régulation	Non rédigé
9.	Article 45 :	Fixation des modalités d'affiliation et d'immatriculation des assujettis au RAMU, des personnes à leur charge ainsi que des indigents	Rédigé
10.	Article 47 :	Détermination du coût du panier de soins et les modalités de subvention de l'Etat	Rédigé
11.	Article 48 :	Détermination de catégories de personnes dont l'Etat est débiteur des cotisations vis-à-vis des organismes de gestion	Non rédigé
12.	Article 51 :	Détermination des conditions et modalités de répartition et de prélèvement de la cotisation ainsi que des délais de son versement aux organismes de gestion	Rédigé
13.	Article 53 :	Fixation des taux et les modalités des ressources affectées aux actions de promotion de la santé, de la prévention de la maladie, d'amélioration de l'offre de soins et aux frais relatifs aux missions assignées aux organismes de gestion déléguée	Rédigé
14.	Article 54 :	Fixation de la nature et des modalités de constitution des réserves financières	Non rédigé
15.	Article 60 :	Fixation des conditions et modalités d'ouverture, de maintien ainsi que des conditions de changement de qualité d'assuré	Rédigé
16.	Article 79 :	Fixation des conditions d'application de la loi RAMU	Rédigé

Actions	Cibles 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2016-2020	Observation
11. Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et de la Transition Digitale				
Etendre et moderniser le réseau postal national	Achever les 3 agences entamées en 2019	2 agences construites 3 agences interconnectées	07 agences construites 33 agences interconnectées	
Mettre en place les Points d'atterrissage virtuel (PAV) de Ouagadougou et de Bobo	Mettre en place le PAV de Bobo	Achevé	1 PAV à Ouagadougou 1 PAV à Bobo-Dioulasso	Ouaga : mis en service en 2018 Bobo : mis en service en 2020
Mettre en place les Points d'échanges internet de Ouagadougou et de Bobo-	Mettre en place le IXP de Bobo	Achevé	1 IXP à Ouagadougou 1 IXP à Bobo-Dioulasso	Ouaga : mis en service en 2018 Bobo : mis en service en 2020
Acquérir de la capacité de bande passante internet internationale aux PAV de Ouagadougou et de Bobo	15 Gbps	15 Gbps	22,5 Gbps	
Mettre en œuvre le Projet Backbone national (linéaire de fibres optiques déployées)	1 200 km	1 226 km	1 660 km	
Mettre en œuvre le Projet G-Cloud	34 nouveaux services	66 nouveaux services	3 mini-Datacenter ² 8 nœuds fédérateurs 1060 km de fibres optiques 403 sites administratifs 35 services	
Mettre en œuvre le Projet d'appui au développement des TIC (PADTIC /BKF-021)	48 stations LTE ; 34 liaisons sans fil point à point ; 17 pylônes ; 293 CPE ; 20 solutions énergétiques 260 réseaux locaux 600 Mbps ;	48 stations LTE ; 17 pylônes ; 293 CPE ; 20 solutions énergétiques 260 réseaux locaux 600 Mbps ;	05 stations 03b 49 pylônes installés 30 liaisons radio 63 stations LTE 600 Mbps	
Mettre en œuvre le projet e-Burkina	4 plateformes ³	3 plateformes ⁴	075 services électroniques	04 sont fonctionnels

² 01 à Ouagadougou et 02 à Bobo-Dioulasso

³ Les plateformes SIGED, CIM, SIRD et SIGEPE sont déployées dans six (06) ministères, quatre (04) institutions et dix (10) EPE/Collectivités

⁴ Le SIGED est déployé dans onze (11) ministères et institutions ; Le CIM est déployé dans deux (02) ministères et institutions ; Le SIRD est déployé dans deux (02) ministères et institutions.

⁵ SIGED, GV/RSWA, CIM, SUPERMUN, PEOGO Collect, SIRD, SIGEPE

Indicateurs clés du domaine des TIC

Indicateurs	Valeur Référence	Réalizations				
	2015	2016	2017	2018	2019*	2020
Débit Internet international (Gbps)	6	11	16	42,89	44,19	58,26
Taux de pénétration de l'Internet (%)	15,47	19,93	29,14	32,52	30,41	46,7

Autres indicateurs		Réal. 2020	Cible 2020	Réal. 2016-2020
Longueur de fibre optique réalisée par l'Etat (km)		831,382	805	2648,382
Nombre de nouvelles provinces interconnectées		27	16	42
Débit de la connectivité de l'administration (Gbps)		2,74	2,63	2,74
Débit du PAV (Gbps)		15	5	22,5
Débit du trafic internet (Mbps) (Trafic Internet moyen par abonnement par mois en Mbps sur le réseau fixe de l'ONATEL S.A)		8576	600-700	8576
Taux de couverture du territoire	En 3G	35,9	ND	35,9
	En 4G	28	ND	28

Actions	Cibles 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2016-2020	Observations
12. Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement				
Opérationnaliser la Télévision Numérique de Terre (TNT)	23	22	22	
Mettre en service des stations de diffusion de télévision	2	1	34	La situation sécuritaire n'a pas permis la mise en service de la station de Arbinda.
Construire les sites relais	3	3	15	Du fait de la situation sécuritaire, les constructions des sites relais dans les zones du Sahel, du Nord, et de l'Est ont été suspendues.
Acquérir et installer des émetteurs radio	4	0	21	L'installation à Djibo, Arbinda, Sebba et Gorom-Gorom n'a pas pu être réalisée, à cause de l'insécurité dans ces localités
Construire le siège de la Radiodiffusion Télévision du Burkina (RTB)	30%	10%	35%	Insuffisance des ressources pour achever la construction
Acquérir et installer une unité d'imprimerie des Editions Sidwaya à Dori	1	1	1	Le bâtiment est construit, les équipements ne sont pas installés à cause de l'insécurité
Acquérir et installer une unité d'imprimerie des Editions Sidwaya (ES) à Tenkodogo	1	1	1	En attente d'installation pour la finalisation du bâtiment
Construire des sièges régionaux des Editions Sidwaya (Sahel, Centre -Est et Nord)	1	1	3	Les sièges régionaux du Sahel et du Centre-Est sont construits. Il reste la région du Nord
Servir la subvention de l'Etat à la presse privée		106	484	400 000 000 FCFA octroyés à 106 entreprises en 2020
Octroyer des crédits aux entreprises de presse privée	15	04	13	55 000 000 FCFA octroyés en 2020 aux 4 entreprises
Former les acteurs de l'information et de la communication	100	100	420	
Mettre en œuvre le Plan de communication sur la pandémie de la CORONAVIRUS	250	250 programmes radio diffusés		
	100	100 programmes télé diffusés		

Actions	Cibles 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2016-2020	Observations
12. Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement				
	50	50 articles de sensibilisation en ligne		
	200	Réalisation de 200 messages		
		Formation de 300 responsables		
	100	100 crieurs publics ont été déployés		
	-	Une campagne de sensibilisation par voie d'affiches		
Suivre le processus d'élaboration et d'adoption des lois normatives	-	38 propositions de loi suivies	301	

Indicateur	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Cible 2020	Variation par rapport à 2019
Taux de couverture du territoire national par la télévision	45,5	53	70	96	98	98	98	0
Taux de couverture du territoire national par la radiodiffusion	48	75,5	83,8	95,8	95,8	95,8	98	0
Taux de couverture du territoire national par la presse écrite publique	51	51	60	72	75	75	75	0

Actions	Cible 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2016-2020	Observations
13. Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-Agricoles et de la Mécanisation				
Mettre à la disposition des producteurs des engrais à prix subventionnés (tonnes)	39516	39 000 tonnes acquises dont 24 070 tonnes mises à la disposition des producteurs	95 397 tonnes	
Mettre à la disposition des producteurs des semences améliorées (tonnes)	12 361,075	12 536,26	35 942,26	
Mettre à la disposition des producteurs des produits de traitement contre les nuisibles	23 100 litres	26 103,4 litres	17 8211 litres	
Mettre à la disposition des producteurs 150 000 équipements à traction animale	5 271	8 820	72 506	
Mettre à la disposition des producteurs des tracteurs	362	220	1 271	
Ouvrir des boutiques-témoins pour la vente des vivres à prix social	150	150	Non applicable	
Aménager 35 000 ha de bas-fond	6 363 ha	5 718 ha	23 425,47 ha	
Réhabiliter 3 818 hectares de périmètres irrigués dans la Vallée du Sourou	730 ha	310	3 398 ha	
Mettre en place 289 Services Fonciers Ruraux (SFR) et Bureaux Domaniaux (BD)	64	64	175	
Mettre en place 31 unités de transformation des produits agricoles dans les zones à forte production	1	1	21	Il s'agit d'unité de transformation de riz
Mettre en place des infrastructures agricoles post récoltes (conserveries,	21 magasins de stockage ; 22 conserveries et 5	31 magasins et aires de séchage, 3 unités de conservation de produits maraichers	308 magasins et aires de séchage, 100 unités de conservation de	

Actions	Cible 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2016-2020	Observations
13. Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-Agricoles et de la Mécanisation				
comptoirs, magasins)	comptoirs d'achat.		produits maraichers et 14 comptoirs d'achat construits.	
Mettre en place un mécanisme de gestion des risques agricoles	Adopter l'assurance agricole	Le mécanisme a été mis en place à travers l'adoption en CM du décret N°2020_0772/PRES/PM/MAAH/MINEFID du 16 septembre 2020. En 2020, un produit assurantiel sur le maïs a été vendu à travers la SONAR dans 3 régions pilotes et 258 producteurs ont souscrit.	L'arrêté a été signé et des polices d'assurances ont été élaborées	Processus en cours pour sa généralisation
Mettre en place une unité de production d'engrais minéraux à base de phosphate naturel	Poursuivre les travaux d'implantation de l'Unité	Mélangeur acquis, hangars de production installés, infrastructures administratives réceptionnées	Mélangeur acquis, hangars de production installés, infrastructures administratives réceptionnées	La SEPB est à la recherche de fonds de roulement pour débiter la production.
Créer une unité de montage de tracteurs et de motoculteurs	Identifier le partenaire et démarrer les travaux d'installation	La société TROPIC AGRO INDUSTRIE a été créée. Le protocole de collaboration a été signé, les travaux d'installation sont en cours.	Installation en cours et une première commande de 1000 tracteurs	Opérationnalisation au plus tard au 1 ^{er} semestre 2021
Mettre en place un fonds de développement agricole		Le fonds a été créé dans les livres de la banque agricole du Burkina Faso La dotation initiale de 1 milliards de F CFA en cours de mise en place		Effectif et pour l'année 2021, 1 milliard de francs CFA, prévu pour abonder ce fonds.
Adopter le Code des investissements agro-sylvo-pastoraux, halieutiques et fauniques et ses décrets d'application	Mettre en œuvre les activités de vulgarisation	En cours	Adoption effective et leur vulgarisation en cours.	Présentation programmée au Conseil national d'investissement pour accélérer sa mise en œuvre
Construire un laboratoire d'analyses des produits agricoles et agroalimentaires		Travaux en cours (60%)		Travaux restants prévus pour 2021 dans le Projet PReCA et sur le Budget National
Créer une Centrale d'approvisionnement des		La CAIMA a été créée. Son conseil d'administration a été mise en place.		La CAIMA est en voie d'opérationnalisation pour la

Actions	Cible 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2016-2020	Observations
13. Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-Agricoles et de la Mécanisation				
intrants et matériels agricoles (CAIMA)		L'administration provisoire en cours de mise en place		campagne agricole à venir

Réalisations majeures de 2016 à 2020 du programme « aménagements hydro-agricoles et irrigations »

Produits	Réalisations physiques						Réalisations financières (en millions de FCFA)					
	2016	2017	2018	2019	2020	Total	2016	2017	2018	2019	2020	Total
Superficie (en ha) de nouveaux bas-fonds aménagés	6548	3046	4050,4	4063,55	5 718	23 425,47	19 644,0	9 138,0	12 151,2	12 117,3	17080,61	70101,286
Superficie (en ha) de nouveaux périmètres irrigués aménagés	691	2710	1528	1530,1	1087,4	7546,5	4 837,0	18 970,	10 696,2	10 710,7	7611,8	52 825,70
Superficie (en ha) de périmètres maraîchers aménagés	322	169	111,5	194,3	270,8	1067,6	3 928,4	2 061,8	1 360,3	2 370,46	3303,76	13 024,72
Superficie (en ha) de bas-fonds réhabilités	1636	1702	1001	1875	773	6987	3 272,0	3 404,8	2 002,0	3 750,0	1546	13 974,80
Superficie (en ha) de périmètres réhabilités	110	413	3703,3	916	310	5452,3	770	2 891,0	25 923,1	6 412,0	2170	38 116,10
Nombre de motopompes mises à la disposition des producteurs	38	112	644	206	514	1514	50,7	149,31	858,53	227,96	568,79	1855,29
Nombre de bassins de collecte des eaux de ruissellement (BCER)	61	252	209	355	161	1038	152,5	630	522,5	887,5	402,50	2595
Nombre de puits maraîchers	698	195	163	177	518	1751	1 814,8	507	423,8	460,2	1346,80	4552,6
Nombre de boulis réalisés	7	3	9	28	13	60	595	255	765	2 380,0	1105,00	5100

Réalisations majeures de 2016 à 2020 du programme « développement durable des productions agricoles »

Produits	Réalizations physiques						Réalizations financières (en millions de FCFA)					
	2016	2017	2018	2019	2020	Total	2016	2017	2018	2019	2020	Total
Quantité totale d'engrais minéral	12 551	8 588	15 503	34 685	24070	95 397	4 643,87	3 468,01	5 736,11	9 502,71	6594,50	29945,2
Quantité de Burkina Phosphate mise à la disposition des producteurs à prix subventionné (tonnes)	164	558	400	464	309	1895	14,75	50,22	36	41,76	27,81	170,54
Quantité de semences améliorées mise à la disposition des producteurs à prix subventionné (tonnes)	3915	6711	7165	5615	12536,26	35942,26	3,915	6,711	7,165	5,615	12,54	35,946
Nombre d'équipements de traction animale de production mis à la disposition des producteurs à prix subventionné	16630	10742	15566	20748	8820	72506	1 344,535	868,49	1 258,511	1 677,5	713,11	5 862,146
Effectif des tracteurs acquis		500	46	505	220	1271	-	8 586,934	789,998	7 316,07	3187,20	19880,202
Nombre d'animaux de traits mis à la disposition des producteurs à prix subventionné	3598	4888	10491	119	1058	19096	899,5	1 222,0	2 622,75	29,75	264,5	5038,5
Volume de pesticide utilisé pour le traitement (litres)	12281	37080	50647	59313	26103,4	159321	122,81	370,8	506,47	593,13	261,034	1 854,244

Réalisations majeures de 2016 à 2020 du programme « sécurisation foncière, formation professionnelle agricole et organisation du monde rural »

Produits	Réalizations physiques						Réalizations financières (en millions de FCFA)					
	2016	2017	2018	2019	2020	Total	2016	2017	2018	2019	2020	Total
Nombre d'OPA conformes à l'acte uniforme OHADA	103	2979	576	6890	5067	15615	-	-	-	-	-	-
Nombre de services fonciers ruraux (SFR) mis en place	15	77	35	20	64	211	135	693	315	180	576	1899
Nombre de commissions foncières villageoises (CFV) mises en place	250	1473	444	643	734	3544	51,5	303,43	91,5	132,458	151,204	730,092
Nombre de commissions de conciliation foncière villageoise (CCFV) mises en place	250	1473	443	654	734	3554	51,5	303,438	91,26	134,72	151,200	732,118
Effectif des nouveaux Centres de Promotion rurale (CPR) construits	1	0	0	0	0	1	30	-	-	-	-	30
Effectif des Centres de Promotion rurale réhabilités		8	8	0	0	8	-	240	240	-	-	240
Effectif des jeunes formés dans les CPR		262	400	369	359	1390	-	327,5	500	461,25	448,75	1737,5
Effectif des jeunes des CPR installés	250	262	60	300	244	1013	175	183,4	42	210	170,8	781,2

	Référence 2015	Réalisé 2016	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019	Réalisé 2020	Cible 2020
Part des productions irriguées dans la production agricole totale (%)	15,0	15,0	17,4	11,0	10,0		25
Taux de couverture des besoins céréaliers (%)	96	99	88	109	102	104	
Production céréalière (en tonnes)	4 189 505	4 567 066	4 063 198	5 180 702	4 939 630	5 179 104	5 670 615
Production vivrière (en tonnes)	693 971	724 286	717 419	846 953	882 964	967 931	941 000
Production de rentes (en tonnes)	1 389 917	1 493 900	1 360 952	1 097 206	1 546 771	1 810 289	1 585 724
Nombre de localités (provinces) excédentaires	15	21	15	21	20	21	
Nombre de localités (provinces) déficitaires	20	16	22	13	18	15	
Nombre de boutiques témoins	140	140	138	250	200	118	150

Actions	Cibles 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2016-2020	Observations
14. Ministère de l'Eau et de l'Assainissement				
Réaliser 7 500 forages neufs	1 917	3056	11 345	Taux d'exécution physique global de 151,27%.
Réhabiliter 3 020 forages	653	955	4 042	Taux d'exécution physique global de 133,84%.
Réaliser 611 Adductions d'Eau Potable (AEP)	149	421	972	Taux d'exécution physique global de 159,08%.
Réhabiliter/mettre à niveau 225 AEP	17	16	79	Taux d'exécution physique global de 35,11%.
Réaliser 238 081 latrines familiales	66 711	58774	204 071	Taux d'exécution physique global de 85,71%
Réaliser 5 440 latrines institutionnelles et publiques	1 154	843	6 157	Taux d'exécution physique global de 113,18%,
Réaliser 5 réseaux AEP multi-village	12	13	15	Le niveau de réalisation des AEP-MV s'explique par la non prise en compte dans la programmation des prévisions du projet BID/UEMOA. Aussi la disponibilité des financements pour des AEP- MV complémentaires n'a été confirmée qu'en 2019
Adopter une nouvelle politique tarifaire en milieu rural et semi urbain	100%		Document adopté en Conseil des Ministres	Décret N°2019-1145 [PRES/PM/MEA/MINEFID/MATDC/MCIA du 15 novembre 2019 portant adoption de la réduction du tarif de l'eau potable en milieu rural au Burkina Faso.
Elaborer et adopter une stratégie de partenariat public privé et un mécanisme règlementaire dans le secteur de l'eau dans les zones rurales et semi-urbaines	100%		Document adopté en Conseil des Ministres	Décret N°2019-1178/PRES/PM/MEA/MINEFID/MATDC/MCIA du 22 novembre 2019 portant adoption du guide pratique sur la délégation du service public en matière d'eau potable en milieu rural au Burkina Faso.
Adopter la stratégie nationale de l'eau (SNE)	40%	100%	95%	Le projet de document de la SNE 2021-2025 assorti du plan d'actions 2021-2023 a été examiné par la Commission nationale de la planification du développement (CNPD) pour obtention de l'avis motivé en février 2021 et adoption par arrêté Ministériel
Elaborer le SDAGE de l'agence de l'eau du Nakambé	95%	100%	95%	L'avant-projet de SDAGE a été validé par le Conseil national de l'eau (CNEau) et par la Commission nationale d'aménagement et de développement durable du territoire (CNADDT). Il reste son adoption en Conseil des ministres.
Elaborer le SDAGE de l'agence de l'eau du Gourma	15%	30%	30%	Les études socio-économique, hydraulique minière et industrielle et les états des lieux ont été validés par la

Actions	Cibles 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2016-2020	Observations
14. Ministère de l'Eau et de l'Assainissement				
				Commission spécialisée des comités de bassin (CB) des Agences, chargée du suivi du processus d'élaboration du SDAGE.
Elaborer le SDAGE de l'agence de l'eau du Liptako	15%	30%	30%	Le document d'étude est disponible
Construire de nouveaux barrages	6	6	15	
Réhabiliter des barrages	15	1	25	
Réaliser les études du barrage hydro-agricole et électrique de Ouessa Phase 1	100%		100% (étude)	Le document d'étude est disponible
Réaliser les études du barrage hydro-agricole et hydroélectrique de Bassiéri	100%		100% (étude)	Le document d'étude est disponible
Réaliser les études de faisabilité du barrage de la Bougouriba, Phase 1	100%		100% (étude)	Le document d'étude est disponible
Construire le barrage hydro-agricole et électrique de Banwaly (études de faisabilité)	100%		100% (étude)	Le document d'étude est disponible
Construire le barrage de Bambakari/Tin-Akoff	50%		21%	Travaux arrêté : situation sécuritaire difficile
Finaliser les travaux d'achèvement du barrage de Samendeni (PDIS I)			95,75%	Poursuite de la construction de la centrale hydroélectrique ; Poursuite de la mise en œuvre du PGES à travers le paiement des indemnités, la réalisation d'infrastructures communautaires aux profits des personnes affectées ; Études d'aménagement du fleuve Mouhoun réalisées à 95% ; Travaux d'aménagement de 1500 ha de périmètres hydro-agricoles réalisés à 35%.
Etendre les branchements particuliers (BP) au réseau ONEA	33 226	32 611	142 536	Nombre de branchements particuliers au réseau ONEA
Etendre le réseau AEP en km	618	580,19	1631,29	Longueur du réseau AEP
Construire des bornes fontaines (BF)	170	75	463	Nombre de bornes fontaines
Augmenter la capacité de production d'eau de surface en m3/j	24000	7 064	180 318	Capacité de production d'eau de surface
Augmenter la capacité de stockage en eau (m ³)	450	760	14 445	Capacité de stockage en eau

Indicateurs d'accès de tous à l'eau potable et à l'assainissement de qualité

Indicateur	Valeur 2019	Cible 2020	Valeur 2020	Variation par rapport à 2019
<u>Accès à l'eau potable</u>				
Taux d'accès national à l'eau potable	75,4%	76%	76,6%	+0,6 point
Taux d'accès à l'eau potable en milieu rural	68%	69,4%	69,5%	+0,1 point
Taux d'accès à l'eau potable en milieu urbain	92,9%	93,9%	93,3%	-0,6 point
Taux d'équipement des écoles en points d'eau modernes	50,9%	59%	ND	
Taux d'équipement des centres de santé en points d'eau potable	78,6%	84,4%	ND	
Nombre de villages sans accès à l'eau potable en milieu rural	69	<60	55	300 villages en 2015
<u>Accès à l'assainissement de qualité</u>				
Taux d'accès national à l'assainissement	23,6%	24,1%	25,2%	++1,1 points
Taux d'accès à l'assainissement familial en milieu rural	17,6%	18%	19,7%	+1,7 points
Taux d'accès à l'assainissement familial en milieu urbain	38,4%	40%	38,6%	-1,4 point
Taux d'équipement des écoles en latrines	74,8%	74%	ND	
Taux d'équipement des centres de santé en latrines	84,7%	89%	ND	

Indicateurs de performance en matière de capacités de mobilisation et de gestion intégrée des ressources en eau

Indicateur	Valeur 2019	Cible 2020	Valeur 2020	Variation par rapport à 2019
Nombre cumulé de nouveaux barrages réalisés	11	21	17	+6
Nombre cumulé de barrages réhabilités	26	31	27	+1
Pourcentage des retenues d'eau de surface avec protection des berges (%)	18%	20%	20%	0 points
Proportion d'agences de l'eau disposant d'un SDAGE	40%	60%	40%	Le SDAGE du Nakambé finalisé depuis 2019, n'a pas pu être adopté en Conseil des Ministres
Taux de recouvrement de la CFE	106,69%	100%	631,95%	Sur des prévisions de recouvrement de 895 millions francs CFA en 2020, ce sont 5 655, 934 millions francs CFA qui ont été recouverts

Actions	Cibles 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2016-2020	Observations
15. Ministère des Infrastructures et du Désenclavement				
Construire et bitumer la Route Ouahigouya-Thiou-Frontière du Mali (63,00 km)			63,00 km	Entièrement réalisée
Mettre en œuvre le Projet de réhabilitation de route et de facilitation du transport sur le corridor CU9 Lomé-Cinkansé-Ouagadougou (153,00 km)	100%	100%	153,00 km	Entièrement réalisée
Réaliser les travaux de réhabilitation et de renforcement de la route Koupèla-Goughin (RN4) 34,00 km	100%	100%	34,00 km	Entièrement réalisée
Réaliser les travaux de voiries dans la ville de Ouagadougou (48,50 km)	84,74%	100%	48,50 km	Entièrement réalisée
Réaliser les travaux de voiries dans la ville de Bobo-Dioulasso (21,54 km)	100%	100%	21,54 km	Entièrement réalisée
Réaliser les travaux de voiries des villes de Manga, Pô et Kombissiri (48,00 km)	100%	100%	48,00 km	Entièrement réalisée
Réaliser les travaux de voiries des villes de Tenkodogo, Koupèla, Ouargaye (47 Km)	100%	100%	47 km	Entièrement réalisée
Echangeur du Nord et ses voies d'accès (22,00 km)	100%	100%	22,00 km	Entièrement réalisée
Travaux de réhabilitation des voiries de Koudougou (9 km)	100%	100%	9 km	Entièrement réalisée
Réaliser les travaux de voiries de la ville de Kaya (53,30 km)	100%	100%	53,30 km	Entièrement réalisée
Réaliser les travaux de voiries de la ville de Gaoua (52,00 km)	100%	100%	52,00 km	Entièrement réalisée
Réaliser les travaux de réhabilitation et de renforcement de la route (RN7): Banfora-Frontière de la Côte d'Ivoire (73,00 km)			73,00 km	Entièrement réalisée
Réaliser les travaux de réhabilitation et de renforcement de la route (RN3) : Ziniaré-Kaya (23,00 km)			23,00 km	Entièrement réalisée
Construire et bitumer la voie Ouaga-Komsilga (21,55 km)			21,55 km	Entièrement réalisée
Construire et bitumer la route Dédougou-Tougan (91,00 km)	100%	100%	91km	Entièrement réalisée
Construire et bitumer la Route Didyr-Toma-Tougan (84,00 km)	100%	100%	84 km	Entièrement réalisée
Construire et bitumer la Route Manga-Zabré (79,00 km)	100%	100%	79 km	Entièrement réalisée
Réaliser la voie d'accès au musée de Manega (4,52 km)	100%	100%	4,52 km	Entièrement réalisée
Réaliser les travaux de voiries en pavé à Tougan (2 km)	100%	100%	2 km	Entièrement réalisée
Construire et bitumer la route Sapaga - Kalwartenga (22 km)	80%	81%	22 km	Entièrement réalisée
Réaliser les travaux de voirie dans les villes de Banfora, Sindou et Niangoloko (56 km)	90%	94%	56 km	Entièrement réalisée
Réaliser les travaux d'interconnexion RN03-RN04 (4,4 km)	100%	92%	4,4km	Il reste certains travaux de protection

Actions	Cibles 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2016-2020	Observations
15. Ministère des Infrastructures et du Désenclavement				
				et de signalisation
Construire et bitumer la route Kougoussi-Djibo (96,00 km)	75	74%	16 km	Retard dû à la situation sécuritaire
Construire et bitumer la Route Kantchari-Diapaga-Frontière du Bénin (145,00 km)	100%	72%	40 km sur 75 km du Lot 1 achevé.	Pour le lot 2 long de 75 km : Retard dû à la situation sécuritaire et obtention tardive de l'Avis de Non Objection
Construire et bitumer la voie de contournement de Ouagadougou (125 km)	40%	47%	35 km	Ralentissement dû à la libération des emprises.
Projet d'amélioration de la rocade Sud-Est du Boulevard de Tansoba à Ouagadougou	70%	60%	4,2km	
Travaux d'aménagement, de bitumage et de réhabilitation de voies d'accès à la présidence du Faso, de la rue Bassi à Gounghin et des rues 13.18 et 13.56 à Zogona (4,625 km)	80%	67%	3,5km	
Travaux de la route Fada - Bogandé (129 km)	20%	13%		
Travaux de la route Guiba Garango (72 km)	20%	14%		
Travaux de la route Koundougou Solenzo (75 km)	25%	9,9%		
Travaux de la route Tougan Lanfiéra N'di (63 km)	10%	9,48%		
Travaux de la route Dori-Gorom-Gorom	35%	28,3%		
Travaux de la route nationale (RN 22) Ouagadougou- Kongoussi (110 km)	0%	0%		<i>En instance de démarrage</i>
Ouvrages de franchissement				
Construction du Pont du barrage de Guitti/Ouvrage de Ramsa	ND	35%		<i>Travaux en cours</i>
Construction des ponts de Poa, Kyon, Kayao et Zecco-Toungou				<i>Travaux en cours</i>
Modernisation des postes de péages				
Lancer les travaux de construction de la première phase des postes de péages	100%	100%		<i>La première phase porte sur 3 postes</i>

Indicateurs de qualité sur la mobilité sur le réseau routier classé et urbain

Indicateur	Valeur 2019	Cible 2020	Valeur 2020	Variation par rapport à 2019
Proportion de route bitumée	26,72%	28,9%	27,42%	0,70%
Linéaire de routes bitumées renforcées ou/et réhabilitées (en km)	292,6	284	423,1	130,5
Linéaire de nouvelles routes bitumées (km)	290,55	490	419,55	129
Linéaire de voiries achevées (km)	296,99	434	410,96	113,93
Linéaire de pistes rurales aménagées (en km)	1 928,33	2 322,95	2 134,66	206,33
Temps de parcours sur 3 km en ville	10 mn		10 mn	
Temps d'attente à un arrêt de bus	50 mn		50 mn	

Actions	Cible 2020	Réalisation 2020	Réalisation 2016-2020	Observations
16. Ministère de l'Energie, des Mines et Carrières				
Dans le domaine de l'énergie				
Electrifier 10 localités sur financement de la TDE	10	2	10	
Électrifier 229 localités sur financement de la Banque Mondiale	229	54	95	En cours pour autres localités
Acquisition et installation de 1 500 000 lampes LED en remplacement des lampes à tubes fluorescents dans les ménages	0	0	1 500 000	375 000 ménages bénéficiaires. Cela a permis de libérer plus de 22 MW
Raccorder de nouvelles localités au Réseau national interconnecté		12	35	
Electrifier de nouveaux villages par systèmes solaires photovoltaïques ou hybrides	8	00	24	Contrainte budgétaire
Equiper des Centres médicaux avec antenne chirurgicale (CMA) avec des mini-centrales solaires photovoltaïques	21	11	25	Contraintes budgétaires
Installer des lampadaires à lampes à diodes électroluminescentes (LED) dans les villes de Ouagadougou et Bobo	0	0	4500	Gain de puissance de l'ordre de 575,4 kW.
Electrifier des centres de santé, écoles et centres d'alphabétisation par des systèmes solaires photovoltaïques	1039	263	713	Cette action se poursuit pour près de 1000 systèmes solaires supplémentaires au profit de 691 écoles primaires, 301 lycées et CEG, de 496 CSPS.
Installer des lampadaires à lampes à diodes électroluminescentes (LED) dans les localités urbaines et rurales	0	0	10 500	Le gain de puissance est de 1 700 Kw
Mettre en œuvre le projet de construction de la Centrale solaire photovoltaïque de Zagtouli (50 MWc)	0 MWc	0 MWc	33 MWc	Recrutement d'un Consultant en cours pour l'élaboration du DAO de l'extension à 50 MWc.
Réaliser la centrale thermique de Fada N'Gourma pour une capacité additionnelle de 7,5 MW	7,5 MWc	7,5 MWc	7,5 MWc	La mise en service a été effectuée le 28 octobre 2020
Réaliser la centrale solaire photovoltaïque de 26 MWc à Zina	0	0	0	Les documents contractuels ont été approuvés et signés.
Réaliser les centrales solaires de 20 MWc à Koudougou et 10 MWc à Kaya	0	0	0	Dédommagement des personnes affectées, élaboration de la notice d'impact environnemental, paiement de l'avance de démarrage, recrutement du cabinet d'ingénieur conseil
Mettre en œuvre le Projet de construction de 6 centrales solaires	Signer les	Documents	IPP recrutés	Documents de contrats disponibles

Actions	Cible 2020	Réalisation 2020	Réalisation 2016-2020	Observations
16. Ministère de l'Energie, des Mines et Carrières				
photovoltaïques d'une puissance cumulée de 172 MWc	documents contractuels	contractuels signés		
Construire la centrale solaire de 14 MWc à Matourkou	0	0	0	Les études de faisabilité sont en cours.
Réaliser les centrales solaires du Projet YELEEN	0	0	0	Les entreprises ont été recrutées. Travaux en cours de démarrage
Réaliser le Projet de Parc solaire à vocation régionale	0	0		Etudes de faisabilité et d'impact environnementaux en cours
Réaliser les études de faisabilité pour la construction des mini centrales hydroélectriques à Folonzo, Bontioli et Gongourou	03	03	03	Etudes de faisabilité réalisées
Réaliser des travaux de renforcement des capacités de 2 lignes électriques interurbaines de 225 kV: Pâ-Diébouyou et Ziniaré-Kaya.	0	0	0	Dédommagement des personnes affectées, élaboration de la notice d'impact environnemental, paiement avance de démarrage, recrutement du cabinet d'ingénieur conseil.
Mettre en œuvre le Projet d'Electrification Rurale Décentralisée des provinces de Ziro et du Gourma (ERD-ZIGO) de quarante-cinq (45) localités	31	22	36	Les réseaux basse tension des 14 localités sont achevés. Contrainte sécuritaire dans la région de l'Est
Mettre en œuvre le projet d'électrification rurale décentralisée par système solaire photovoltaïque de 41 localités sur financement de la BID	35	00	60	Les travaux d'électrification des 41 localités par énergie renouvelable sont en cours d'achèvement pour deux lots
Distribuer 25 000 lampes solaires au profit de 400 écoles primaires publiques en zone rurale hors Réseau National Interconnecté.	8 000	8 000	25000	Les 8 000 lampes solaires ont été acquises et seront distribuées à la suite de la formation des acteurs.
Construite la centrale thermique AGGREKO d'une puissance de 50 MW	0	0	50MW	
Réaliser l'interconnexion BOLGATANGA (Ghana) et Ouagadougou pour importer 100 MW de puissance complémentaire	0	0	150 MW	Projet finalisé en 2018
Electrifier des zones Péri-Urbaines de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso (PEPU)	17500	3 500	3500	
Opérationnaliser la loi portant règlementation générale du secteur de l'énergie	08	08	30	

Actions	Cible 2020	Réalisation 2020	Réalisation 2016-2020	Observations
16. Ministère de l'Energie, des Mines et Carrières				
Connecter des clients au réseau dans le cadre du Projet de développement des connexions à l'électricité (PDCEL)	50 000	1 899	2 264	
Augmenter la longueur de Ligne basse tension dans le cadre du projet de développement des connexions à l'électricité (PDCEL)	350	15	67	
Acquérir et installer des compteurs intelligents chez les clients	2756	1034	1778	
Renforcer la capacité de la centrale thermique de Kossodo de 50 MW sur financement de la BID (PRCK)	01	0	0	
Réaliser le projet BACK UP SOLAIRE	3 420	2 191	2 680	
Installer des mini-centrales solaires dans les bâtiments publics	41	09	09	
Dans le domaine des mines et carrières				
Opérationnaliser le Fonds Minier de Développement Local « FMDL » (montant mobilisé)	ND	45,833 milliards FCFA		Le paiement de 1% du chiffre d'affaire des sociétés minières est effectif depuis 2020
Opérationnaliser le Fonds de réhabilitation et de fermeture de la mine (Cumul des montants mobilisés)	ND	39,327 milliards F CFA	156,304 milliards F CFA	
Opérationnaliser le Fonds de réhabilitation, de sécurisation des sites miniers artisanaux et de lutte contre l'usage des produits chimiques prohibés (montant mobilisés)	200 millions FCFA	240 millions FCFA	240 millions de FCFA	Processus d'abondement en cours
Opérationnaliser le Fonds de financement de la recherche géologique et minière et de soutien à la formation sur les sciences de la terre (en milliards F CFA)	ND	15,557 milliards F CFA	35,025 milliards F CFA	
Elaborer la Stratégie nationale du contenu local de fourniture de biens et services aux mines	Valider la Stratégie	Stratégie validée	Stratégie validée	En attente d'adoption.
Elaborer le Code pétrolier et ses textes d'application	Adopter le Code pétrolier	Le consultant a été recruté et l'élaboration est en cours	Le Code pétrolier est en cours d'élaboration	Processus en cours
Adopter les textes d'application du Code minier	Adopter tous les textes d'application	1	30 textes ont été adoptés au total	Effectif

Indicateurs clés du secteur de l'énergie, des mines et des carrières

INDICATEURS	VALEUR EN 2019	CIBLE 2020	VALEUR 2020	VARIATION PAR RAPPORT A 2019
Taux de couverture électrique national (%)	41,83	80	ND	ND
Taux d'électrification national (%)	22,57	45	45	ND
Taux d'électrification urbaine	67,38	75	ND	ND
Taux d'électrification rurale (%)	5,32	19	ND	ND
Taux de desserte (pénétration) électrique nationale %	53,09	-	ND	ND
Nombre de localités électrifiées	1 312	-	1 511	199
Part des énergies renouvelables dans la production totale (%)	17,60	30	21	ND
Puissance disponible (MW)	-	-	800	712,2

Source : DGESS/ME

Quelques indicateurs clés du ministère des mines et des carrières

Programmation	Réalisation 2018	Réalisations 2019	Réalisations 2020
Faire augmenter le montant moyen des investissements locaux de moins de 2 milliards en 2015 à 5 milliards en 2020	2,508 milliards F CFA (FMDL)	Environ 29,85 milliards F CFA (FMDL)	ND
Faire augmenter les emplois directs et indirects de moins de 10 000 en 2015 à 20 000 en 2020	43 606	51 631	ND
Nombre de mines en exploitation	13 mines (12 d'or et une de zinc)	16 (15 mines d'or et une mine de zinc)	17 mines dont une mine de zinc
Production industrielle d'or (tonnes)	52,4	50,30	62,138
Production industrielle de zinc (tonnes)	183 400	211 240	153 292,74
Production artisanale d'or	308	258,6	267
Production des substances de carrières (m3)	682 565	788 726	1 221 223,94
Recettes directes au budget de l'Etat (milliards FCFA)	252,062 (11,52+%)	256,380	322,322

ACTIONS	CIBLES 2020	RÉALISATIONS 2020	RÉALISATIONS CUMULÉES 2016-2020	OBSERVATIONS
17. Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière				
Moderniser et sécuriser les titres de transport et réimmatriculer les véhicules	- Délivrer 116 000 permis de conduire sécurisés ; - Délivrer 544 000 cartes grises sécurisées	- 92 531 permis de conduire sécurisés délivrés ; - 536 932 cartes grises sécurisées délivrées	- 259 643 permis de conduire sécurisés délivrés ; - 663 898 cartes grises sécurisées délivrées	
Opérationnaliser le programme de renouvellement du parc	-	-	690 véhicules attelées neuf importés	
Créer un fonds de garantie au profit des entreprises de transport pour rajeunir le parc de camions poids lourds	Disponibiliser : - la Convention de gestion du fonds ; - la politique d'intervention, le manuel de procédures	- La convention entre l'Etat et la SOFIGIB ; - La politique d'intervention et le manuel de procédures sont disponibles		Le fonds est disponible depuis juin 2020
Opérationnaliser le programme de renouvellement du parc adossé à une prime à la casse	Décaisser 5.500.000.000 pour le fonds de garantie au profit des transporteurs	Concertation en cours pour l'opérationnalisation du fonds	Concertation toujours en cours pour l'opérationnalisation du fonds	
Acquérir de nouveaux bus pour renforcer le parc de bus	65	0	125	
Rendre effectif le contrôle de la charge à l'essieu des véhicules	200 000 véhicules lourds de transport de marchandises.	197 993 véhicules lourds de transport de marchandises contrôlés.	861 550 véhicules lourds de transport de marchandises contrôlés.	La Covid-19 a ralenti les activités économiques en 2020.
Renforcer les capacités des acteurs majeurs de la sécurité routière	Former 300 acteurs sécurité routière	500 acteurs majeurs formés en sécurité routière	1 350 acteurs majeurs formés en sécurité routière	Les acteurs majeurs de la sécurité : Chauffeurs de l'administration publique, conducteurs de tricycles, transporteurs routiers et les membres de la Fédération des Associations de Promotion de la

ACTIONS	CIBLES 2020	RÉALISATIONS 2020	RÉALISATIONS CUMULÉES 2016-2020	OBSERVATIONS
17. Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière				
				Sécurité Routière
Démolir les ralentisseurs hors normes et sauvages	155 ralentisseurs	156 ralentisseurs	429	
Organiser des caravanes de sensibilisation sur le port du casque	Organiser 1 caravane	3 caravanes ont été réalisées	7 caravanes de sensibilisation réalisées	
Organiser des contrôles routiers pour le respect de la limitation de vitesse par des radars de nouvelle génération	Organiser 300 missions de contrôle radar	293 missions de contrôles	693 missions de contrôle radar (9 408 véhicules en excès de vitesse)	16 333 véhicules contrôlés dont 57,60% de véhicules en excès de vitesse.
de la clôture, du chemin de ronde et de la route périphérique de l'aéroport international de Ouagadougou-Donsin	Poursuivre les travaux	Le lot 2B1 (clôture du domaine aéroportuaire) est réalisé à 57.80% et le lot 2B2 (la construction du chemin de ronde et de la route périphérique) est réalisé à 65,98.	Les travaux de construction et de bitumage des voies d'accès à l'aéroport de Ouagadougou - Donsin (42 kms) sont réalisés à 100 %. Le lot 2B1 (clôture du domaine aéroportuaire) est réalisé à 57.80% et le lot 2B2 (la construction du chemin de ronde et de la route périphérique) est réalisé à 65,98%.	
Poursuivre les travaux des voiries de l'aéroport international de Ouagadougou-Donsin	Poursuivre les travaux	Le lot 3.1 (travaux des voiries réseaux divers à l'intérieur de la plateforme) est réalisé à 40.68%.	Achèvement de la réhabilitation de 40 km de route en terre en faveur des populations affectées par le projet.	
Poursuivre les travaux du réseau d'eau potable de l'aéroport international de Ouagadougou-Donsin	Poursuivre les travaux du réseau d'eau potable	Le lot 3.2 (travaux du réseau d'eau potable intérieur, sécurité incendie) est réalisé à 62.30 %.	Le démarrage des travaux sur la plateforme aéroportuaire a débuté et sur l'ensemble des 3 parties. Le lot 3.2 (travaux du réseau d'eau potable intérieur, sécurité incendie) est	

ACTIONS	CIBLES 2020	RÉALISATIONS 2020	RÉALISATIONS CUMULÉES 2016-2020	OBSERVATIONS
17. Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière				
			réalisé à 62.30 %.	
Poursuivre les travaux du Lot M1 de l'aéroport international de Ouagadougou-Donsin	Poursuivre les travaux du Lot M1 (Construction de la base militaire - Voirie et assainissement, réseau d'eau potable et éclairage).	Le Lot M1 (Construction de la base militaire - Voirie et assainissement, réseau d'eau potable et éclairage) est réalisé à 37,50 %.	Le lancement des appels d'offres en vue de l'attribution de marchés de travaux pour les lots B et A1 ont été effectués. Le Lot M1 (Construction de la base militaire - Voirie et assainissement, réseau d'eau potable et éclairage) est réalisé à 37,50 %.	
Attribuer le marché de construction de la piste d'atterrissage de l'aéroport international de Ouagadougou-Donsin	Attribuer le marché de construction de la piste d'atterrissage	Marché attribué au groupement SOGEA/SATOM et KHARAFI.	Attribution du marché au groupement SOGEA/SATOM et KHARAFI.	
Certification de l'aéroport de Ouagadougou	Réhabiliter la piste d'atterrissage et les voies de circulation dégradées ; Reprendre le marquage des aires de mouvement ; Conduire des audits de certification ; Délivrer le certificat	Piste d'atterrissage, voies de circulation « A » et « C » réhabilitées ; Marquage des aires de mouvement repris ; Audits de certification conduits ; Certificat d'aérodrome délivré à l'exploitant d'aérodrome	<ul style="list-style-type: none"> - Tenue des audits ICVM du système d'aviation civile ; - Evaluation de l'expression d'intérêt pour la certification de l'exploitant de l'aéroport de Ouagadougou - Finalisation de la documentation de l'ANAC - Finalisation de la documentation de l'exploitant d'aérodrome - Evaluation de la demande formelle du certificat de l'exploitant d'aérodrome - Balisage de la voie de circulation C - Réhabilitation de la RESA et des bandes de piste ; - Mise en œuvre du guidage Radar ; - Piste d'atterrissage, voies de circulation « A » et « C » réhabilitées, - Marquage des aires de mouvement repris 	

ACTIONS	CIBLES 2020	RÉALISATIONS 2020	RÉALISATIONS CUMULÉES 2016-2020	OBSERVATIONS
17. Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière				
			- Audits de certification conduits ; - Certificat d'aérodrome délivré à l'exploitant d'aérodrome	
Réhabiliter la voie ferrée Abidjan-Ouaga-Kaya	Démarrer les travaux de réhabilitation dans le cadre de la CCR	Aucune activité réalisée,	La Convention de Concession Révisée (CCR) a été ratifiée en décembre 2018 et devrait permettre la réhabilitation par le concessionnaire SITARAIL sur fonds propres	Difficultés liées aux nouvelles conditionnalités posées par le groupe Bolloré en avril 2019 pour l'entrée en vigueur de la CCR
Réaliser l'Interconnexion Burkina - Ghana	Achever l'étude de faisabilité, Valider l'accord de concession et le DAO d'assistance technique	Validation effective de l'étude faisabilité, de l'Accord de concession et du DAO produits par l'assistance technique, Team Engineering/ Vision Consult	Validation effective de l'étude faisabilité, de l'Accord de concession et du Dossier d'Appel d'Offres (DAO) produits par l'assistance technique, Team Engineering /Vision Consult.	Sur la base du DAO, les 3 soumissionnaires qualifiés seront invités à présenter leurs offres techniques et financières pour la sélection finale courant le deuxième semestre de 2021
Réaliser les interconnexions Burkina-Mali et Burkina-Niger	Réaliser les études de faisabilité des deux projets	Les deux études de faisabilité ont été réalisées	Les études de faisabilité ont été réalisées et validées	Les études de faisabilité ont été prises en compte dans l'étude de faisabilité de la construction de la ligne de chemin de fer reliant les cinq pays du G5 Sahel et financé par celui-ci.

Actions	Cibles 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2016-2020	Observation
18. Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat				
EN MATIERE D'INDUSTRIE				
Adopter et Rendre opérationnelle la Stratégie nationale d'industrialisation	Opérationnaliser la SNI et le dispositif de pilotage du plan d'industrialisation accélérée (PIA)	Déclinaison du Programme « Une région une unité de transformation agroindustrielle » en 26 projets.	Adoption de la SNI par arrêté ; réalisation de film documentaire et de supports de communication ; Mise en place du (PIA).	
Implanter une usine de filature classique à Bobo-Dioulasso	Réaliser l'étude de faisabilité	Finalisation de l'étude de faisabilité et du montage financier du projet	Signature d'un protocole d'entente entre l'Etat burkinabè et le groupe suisse IMC corporation SA ; Identification du site pour l'implantation de l'usine ; Réalisation de l'étude de faisabilité.	L'Etat s'est engagé à participer au capital social de la société en charge de l'exploitation et la gestion du projet ;
Implanter une usine d'égrenage de coton bio à Koudougou	Réaliser l'entrée en production	Inauguration le 30 janvier 2020 en marge du SICOT	Construction et équipement	
Relancer les entreprises en difficultés	Réalisation de 05 diagnostics stratégiques des entreprises en difficultés	Réalisation de 9 diagnostics stratégiques ; Accompagnement financier de 9 entreprises en crédit, Investissement et fonds de roulements ; Réalisation d'un pré-diagnostic Mise en œuvre de 2 plans de restructuration	Injection de 100 millions de FCFA au profit de la Minoterie du Faso (MINOFA) Financement du diagnostic stratégique de 26 entreprises et de 20 plans de restructuration Réalisation de 58 pré-diagnostics.	
Organiser le Salon International du Coton et du Textile (SICOT)	Organiser la manifestation	Tenue effective de la 2 ^e édition du SICOT les 30 et 31 janvier 2020	Organisation de la 1 ^{re} édition en septembre 2018 et la 2 ^e édition en janvier 2020.	La 3 ^e édition est prévue les 27 et 28 janvier 2022
Mettre en œuvre le Projet de création et de mise en place d'Incubateur, de Pépinière et d'Hôtel d'Entreprises dans le Secteur Agroalimentaire	Incubation de 20 porteurs de projets	Poursuite des travaux de construction de l'infrastructure d'accueil du PIPHE-SA ; 28 porteurs de projets ont été incubés hors site par l'AFP-PME.	Admission de 108 porteurs de projets d'entreprises en incubation et construction d'une partie des infrastructures	

Actions	Cibles 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2016-2020	Observation
18. Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat				
(PIPHE-SA)				
Aménager et viabiliser de nouvelles zones industrielles	Achever l'aménagement des phases 1 et 2 de la nouvelle zone industrielle de Dô à Bobo	Achèvement des travaux des 2 phases ; Lancement d'une opération d'apurement du foncier des zones industrielles ; Elaboration d'un projet de loi portant réglementation générale des sites industriels	Réalisation des travaux des phases 1 et 2 de la nouvelle zone industrielle de Dô	
Créer de nouvelles zones industrielles dans les 13 régions du Burkina	Faire des Communications sur le projet auprès des représentations locales devant abriter les infrastructures ; Mobilisation du foncier	Rencontre de concertation avec les Maires des 13 régions ; Recrutement du Bureau d'études pour la réalisation des études environnementales stratégiques ; Sélection du cabinet BGA pour la réalisation des études de délimitation des zones industrielles	Rencontre de concertation avec les Maires des 13 régions ; Recrutement du Bureau d'études pour la réalisation des études environnementales stratégiques ; Sélection du cabinet BGA pour la réalisation des études de délimitation des zones industrielles	
Formuler et mettre en œuvre le programme « une Région, une usine de transformation agroalimentaire »	Démarrer la mise en œuvre du programme	Déclinaison du programme en 26 projets pilotes	Etude de faisabilité réalisée ; Formulation effective du programme	
Implanter un complexe industriel de transformation de coton dans trois localités	Mobilisation du foncier	Sites d'implantation mobilisés à Bobo et à Koudougou; celui de Ouaga est en cours ; Les processus de mobilisation des ressources financières, et des documents et rapports d'études techniques sont	Création de la société A STAR TEXTILE Burkina et finalisation des processus de mobilisation des sites et des ressources financières	

Actions	Cibles 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2016-2020	Observation
18. Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat				
		finalisés		
Mettre en place d'une usine de filature de coton à Koudougou	Mettre en place l'usine		Concertations en cours avec le partenaire sur le modèle économique du projet	Difficulté de mobilisation de site (6 hectares)
Implanter un parc industriel textile à Bobo-Dioulasso	Implanter le parc		Réalisation en cours de l'étude de faisabilité	
Mettre en place un pôle industriel textile à Bobo	Mettre en place le pôle		L'étude de faisabilité par le partenaire IMC Corporation a été réalisée	L'Etat burkinabé s'est engagé à participer au capital social de la société
Rouvrir l'ex usine FASO FANI à Koudougou	Rouvrir l'ex usine FASO FANI à Koudougou		Signature d'un protocole d'accord cadre, en vue de l'acquisition de l'unité industrielle de FASOTEX SA et d'un protocole d'accord relatif au règlement définitif du contentieux	Reprise du projet par l'Etat à la suite de la constatation de la défaillance du partenaire
Achever les travaux de construction de la STFL	Poursuivre le processus de restructuration de la société	Poursuite des études diagnostiques	Audit /réévaluation des coûts réalisés ; Signature du Mémoire pour le démarrage des travaux	L'avancée de ce projet est arrimée à celle de de l'implantation des trois unités de traitement de la tomate
Opérationnaliser l'Institut de génie des systèmes industriel et textile (IGSIT),	Opérationnaliser l'Institut de génie des systèmes industriel et textile (IGSIT)	L'institut est fonctionnel avec l'ouverture de la filière de génie des textiles dès la rentrée 2020/2021 à Koudougou. Les bâtiments et les équipements pour les laboratoires et ateliers de formation sont disponibles	L'institut est fonctionnel avec l'ouverture de la filière de génie des textiles dès la rentrée 2020/2021 à Koudougou. Les bâtiments et les équipements pour les laboratoires et ateliers de formation sont disponibles	L'IGSIT devrait permettre de former et de mettre à la disposition du secteur industriel du Burkina Faso, une masse critique de main d'œuvre qualifiée
Construire deux usines d'égrenage de coton à	Construire les deux usines d'égrenage de coton à	Construction en cours.	Construction en cours	

Actions	Cibles 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2016-2020	Observation
18. Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat				
Tenkodogo et à Ouargaye	Tenkodogo et à Ouargaye			
Mettre en œuvre l'Initiative 100 Produits Certifiés (I-100 PC)	Certification de 100 produits à la norme NBF	85 produits ont été certifiés	85 produits ont été certifiés	
Mettre en œuvre l'Initiative de labellisation des produits du terroir	Labelliser le Chapeau de Saponé	Chapeau labellisé le 04 juillet 2020.	Labélisation du Faso Danfani Labélisation du chapeau de Saponé	Processus de labellisation en cours du beurre de karité et du Koko Dunda
Mettre en œuvre l'Initiative de renforcement du Capital Productif des Petites et Moyennes Entreprises (IRCP-PME)	Renforcer le capital productif de 90 PME	Dotation de 90 PME en équipements de productions ; Signature d'une convention de financement avec la Confédération Coton Textile Habillement (CCTH) pour la confection de 50 000 masques.	10 PME en 2018 ; 50 PME en 2019 et 90 PME en 2020 Signature d'une convention de financement avec la Confédération Coton Textile Habillement (CCTH) pour la confection de 50 000 masques.	Lancée en septembre 2018, cette initiative a permis de doter 130 PME, à raison de 10 PME par Région, en équipements de production
EN MATIERE DE COMMERCE				
Réorganiser la filière anacarde	Accompagner le secteur privé pour l'installation de 3 unités industrielles de transformation de la noix de cajou ; Mobiliser des investisseurs autour du projet de mise en place d'une usine école de transformation de la noix de cajou ; Elaborer le document de projet de mise en place de l'unité de référence de transformation de 300 000 tonnes de noix de cajou ; Elaborer le document de projet de restructuration et de mise à	L'élaboration de plans d'affaires au profit de 10 unités de transformation d'anacarde ; L'instauration des prélèvements sur les exportations d'anacarde	L'élaboration de plans d'affaires au profit de 10 unités de transformation d'anacarde L'instauration des prélèvements sur les exportations d'anacarde ; Arrêté interministériel portant conditions de délivrance d'agrément pour l'achat et l'exportation de la noix brute de cajou	L'Initiative Anacarde vise à apporter un appui aux acteurs nationaux et internationaux de la filière anacarde pour transformer localement au moins 45% de la production nationale de cajou et mettre sur le marché des coproduits du cajou ainsi que pour créer plus de 16 000 nouveaux emplois directs à l'horizon 2024

Actions	Cibles 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2016-2020	Observation
18. Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat				
	niveau des entreprises de transformation de la noix de cajou			
Mettre en place une Centrale d'achat des produits de grande consommation	Prendre des textes pour créer la Centrale	Les textes de création de la structure ont été élaborés	Etude de faisabilité réalisée et Textes de création élaborés	Le processus se poursuit
Mettre en œuvre l'Initiative « mise en place d'un système d'identification des produits made in Burkina »	Mettre en œuvre l'initiative	Organisation d'un concours pour la réalisation du logotype. Signature d'un protocole avec le club des marketeurs du Burkina pour la proposition et la mise en œuvre d'un plan stratégique de promotion des produits made in Burkina	Organisation d'un concours pour la réalisation du logotype. Signature d'un protocole avec le club des marketeurs du Burkina pour la proposition et la mise en œuvre d'un plan stratégique de promotion des produits made in Burkina	L'Initiative a pour objectif de mettre en place un processus permettant d'identifier un produit burkinabè sur un marché donné afin de mettre le consommateur en confiance
Démarrer le projet de mise en place du Centre national de traitement artisanal du coton (CNATAC)	Recruter le personnel complémentaire	Signature d'une convention avec la république d'Italie pour la réalisation du CNATAC ; Le personnel complémentaire du projet a été recruté	Construction et équipement du CNATAC (phase 1) Mise en place des instances, signature de l'arrêté conjoint portant création, classification, attributions et fonctionnement du CNATAC, mise en place de l'unité de gestion du programme budgétaire	
Mettre en œuvre l'Initiative de renforcement des capacités des tisseuses par la dotation de 5 000 métiers à tisser	Acquérir 1 000 métiers à tisser et répartir à 100 associations sur le territoire national	1 420 métiers à tisser ont été acquis et répartis à 176 associations sur le territoire national	2 120 métiers pour un montant de 243 000 000 F CFA. Dotation de 202 associations de tisseuses et 140 artisans individuels. Environ 12 720 emplois directs créés et/ou consolidés au profit des utilisateurs directs évoluant dans le domaine du tissage.	L'Initiative rentre dans le cadre des initiatives du Gouvernement visant à promouvoir la transformation et la consommation des produits locaux.

Actions	Cibles 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2016-2020	Observation
18. Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat				
<i>En matière de promotion du secteur privé et d'amélioration du climat des affaires</i>				
Créer deux Zones Economiques Spéciales (ZES)	Recruter un Consultant pour la réalisation d'une évaluation environnementale stratégique et sociale	Sélection du Cabinet chargé de la réalisation de l'étude bouclée	Etude de faisabilité ; Elaboration des TDR pour le recrutement d'un Consultant	Régulation des crédits budgétaires en 2020. Des crédits ont été alloués en 2021 pour la réalisation de l'étude
Réaliser et mettre en service un portail virtuel « Porte d'entrée au Burkina Faso »	Opérationnalisation de la 2 ^e phase	Le processus de recrutement du Cabinet a été interrompu pour cause de régulation	La première phase du portail est fonctionnelle et accessible sur Internet à l'adresse www.peb .	La contractualisation avec le Cabinet interviendra en 2021.

Situation de quelques indicateurs

		Réf. 2015	Cible 2018	Cible 2020	Réalisé 2016	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019	Réalisé 2020	Dernier classement
Classement Doing Business	Rang	149/189	137/190	130	143/189	146/189	148/190	151/190	151/190	

Indicateurs	2015 (réf)	2016	2017	2018	2019	2020	Cumul 2016-2020
Nombre d'entreprises créées	11 661 (2016)	11 661	12 609	12 475	13 137	15 643	65 525

Actions	Cibles 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2016-2020	Observation
19. Ministère des Ressources Animales et Halieutiques				
Mettre à la disposition des éleveurs des Sous-Produits Agro-Industriels (SPAI) à prix subventionnés	5483,18 tonnes d'aliments concentrés (SPAI, aliments complets, sels minéraux et vitamines)	7 763 tonnes	181 195 tonnes	
Acquérir des équipements de transformation, de fauche et de conservation de fourrage	100 broyeurs polyvalents et 301 kits fourragers	12 broyeurs polyvalents et 74 kits fourragers	1003 broyeurs polyvalents, 296 motoculteurs et 10 598 kits fourragers	
Mettre en place une Centrale d'achat de médicaments vétérinaires (CAMVET)	Mettre en place la CAMVET à travers l'actualisation, la validation de l'étude de faisabilité, la construction de l'infrastructure et le suivi-contrôle des travaux	Etude de faisabilité actualisée et validée Appel d'offre lancé pour la construction du bâtiment	Fonds mobilisé par le PADEL-B (1,2 milliard de FCFA) et le PDPS (500 millions)	
Créer une unité de production de vaccins pour animaux au Laboratoire national d'élevage de Ouagadougou	Actualiser les TDR pour les études de faisabilité	Transmission des TDR actualisés pour l'ANO de la Banque Mondiale	Au stade de préparation et de recherche de financement	Recherche de partenaires
Construire 5 abattoirs modernes dans 5 villes	Construire 1 abattoir moderne dans la région du Nord	Abattoir de Kaya réalisé ; L'abattoir de Ouahigouya : en cours ; Abattoir de Pouytenga : Remise de site à l'entrepreneur; Abattoir de Fada : étude de faisabilité en cours	1 abattoir réalisé	Recherche de financement pour l'étude de faisabilité de l'abattoir de Banfora. Financement acquis pour l'abattoir de Pouytenga.
Construire l'abattoir frigorifique de Bobo-Dioulasso	-	Etude de faisabilité en cours de réalisation	Recherche de financements pour sa réalisation	
Construire des aires d'abattage	14	47	120	
Construire des biodigesteurs	54	586	7 249	
Construire des laiteries dans le bassin laitier de Ouagadougou et de Bobo-			Laiterie de Ouagadougou : le processus de recrutement de	Recherche de financement pour la

Actions	Cibles 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2016-2020	Observation
19. Ministère des Ressources Animales et Halieutiques				
Dioulasso			l'ingénieur-conseil est à son terme. Le rapport d'évaluation des propositions financières ainsi que le projet de contrat sont en attente d'ANO au niveau de la BID	laiterie de Bobo

Réalisations d'infrastructures hydro-pastorales en 2020

Région	Forages pastoraux	Boulis pastoraux	Puits pastoraux
Boucle du Mouhoun	11	6	4
Cascades	6	1	0
Centre	4	0	0
Centre Est	1	1	0
Centre Nord	22	5	24
Centre Ouest	11	0	0
Centre Sud	4	18	0
Est	92	4	20
Hauts-Bassins	3	7	1
Nord	26	29	3
Plateau central	0	1	2
Sahel	4	1	0
Sud-Ouest	18	4	0
Ensemble	202	77	54

Exportation et transformation des produits animaux de 2015 à 2020

Variables	Année						Cible 2020
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	
Santé							
Taux de couverture des besoins alimentaires du cheptel	89	102	115	115	69	107	100
Taux de couverture vaccinale contre la maladie de Newcastle	38,1	48,7	51,9	41,6	53,70	72,24	70,0
Quantité de poissons produite	20 000	22 070	25 580	27 700	28 635	29750	30 000
Exportations							
Bovins (têtes)	346 454	241 192	173 292	98 050	44 008	49 927	180 000
Ovins (têtes)	508 395	542 386	261 972	166 658	52 779	368 949	408 000
Caprins (têtes)	348 311	295 999	103 748	110 988	67 846	115 448	392 000
Viande (en T)	132,5	262,48 2	148	924	20 007, 34	-	1 000
Cuir (unité)	170 635	11 896	10 729	29 335	25 521	-	465 000
Peaux (unité)	314 012	63 302	69 777	103 216	85 583	-	1 891 000
Produits transformés							
Lait (Litre)	4 447 339	4 547 210	4 309 061	242 660	1 597 506	1 435 667	3 000 000
Miel (Kg)	432 326	151 117	370 235	210 301	306 925	340 627	600 000

Source :
DGESS/MRAH

Actions	Cibles 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2016-2020	Observations
20. Ministère de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi				
Programme 101 Jeunesse				
Elaborer la stratégie nationale de l'entrepreneuriat et son Plan d'Action Opérationnel (PAO)	Elaborer la SNPEJ et son PAO	La SNPEJ et son PAO ont été élaborés		
Sensibiliser des jeunes sur le civisme et la culture de la paix, la lutte contre les conduites addictives et l'extrémisme violent	56 919	52 256	10 548	
Former et sensibiliser des jeunes en entrepreneuriat	3 000	92 010	126 829	
Programme 102 Formation professionnelle				
Créer l'Agence Nationale de la Formation Professionnelle (ANFP)	Opérationnaliser l'ANFP	L'ANFP est fonctionnelle	L'ANFP a été créée et opérationnelle	
Financer les besoins des jeunes en formation professionnelle et en apprentissage.	23 555	12 589	58 875	
Programme 103 Promotion de l'emploi				
Réformer l'Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi (ANPE)			Le rapport portant réforme de l'ANPE a été adopté en CM	La réforme a permis de recentrer l'ANPE dans son rôle d'intermédiation sur le marché de l'emploi, les centres de formation professionnelle étant désormais déconnectés et placés sous la coupe de l'ANFP.
Financer des microprojets	1 860	6 562	18 787	

Actions	Cibles 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2016-2020	Observations
20. Ministère de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi				
Former des jeunes en Techniques de Recherche d'Emploi (TRE)	1 780	1 250	9 178	
Créer des emplois formels			284 811	
Nombre d'emplois informels créés			1 527 074	
Elaborer la stratégie nationale de l'emploi et son Plan d'Action Opérationnel (PAO).	Elaborer la SNE et son PAO	La SNE et son PAO ont été élaborés		

Actions	Cibles 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2016-2020	Observations
21. Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Ville				
Construire 40 000 logements sociaux	5000	671	5790	Difficultés de financement et faiblesse des capacités opérationnelles des promoteurs immobiliers nationaux
Aménager des voiries (km)	70	92,7	416,23	
Elaborer les documents de planification et de gestion des villes :	15	11	11	5 SDAU sont en cours de validation en CRUC et CCUC avant leur adoption en Conseil de Ministres. Les rapports de démarrage des SDAU de 5 autres villes, ont été déposés.
Réaliser le premier lotissement de 80 communes rurales	24	4	Effective pour 44 et 19 en cours	Difficultés des travaux de lotissement dans certains chefs-lieux de communes rurales en lien avec notamment le contexte sécuritaire et les contestations des populations.
Restructurer les habitats spontanés	1	0	0	Le rapport définitif de l'étude de la stratégie nationale d'habitat spontané disponible.
Contrôle des opérations d'aménagement	284	192	1422	68 projets immobiliers et/ou fonciers sur les territoires des communes rurales du grand Ouaga, ainsi que dans les communes de Bobo et de Bama, ont fait l'objet d'une opération de contrôle.
Contrôle des opérations de construction	1688	1861	4581	
Réalisation des équipements structurants pour l'organisation du 11 décembre	Réaliser 1 salle polyvalente et 1 place de nation à Banfora	1 salle polyvalente et 1 place de nation ont été réalisées à Banfora	5 salles polyvalentes et 5 places de nation ont été réalisées	Aménagement de 500 ha pour la construction des cités des forces vives, dans le cadre des festivités du 11 décembre durant les cinq dernières années.
Adopter la stratégie nationale de l'habitat et du développement urbain	Elaborer et adopter le Document de stratégie	Document de stratégie disponible et validé	Document de stratégie disponible	Le Document de stratégie a été soumis à la Commission Nationale de la Planification du Développement qui a donné son avis pour adoption

Actions	Cibles 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2016-2020	Observation
22. Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique				
En matière de gestion durable des ressources forestières et fauniques				
Récupérer 50 000 ha de terres dégradées des espaces de conservation	10 000	1 707,4	26 729,66	La superficie de terres dégradées récupérées est passée de 10 500 ha en 2015 à 37 229,66 ha en 2020
Elaborer des Plans d'Aménagement et de Gestion (PAG) de 35 espaces de conservation	7	0	32	Il s'agit des PAG des forêts classées de la Boucle du Mouhoun, du Centre-Ouest et des Hauts-Bassins.
Réaliser 22 postes de contrôle	10	0	2	Plans types de construction disponibles au niveau du Ministère de l'urbanisme et de l'habitat pour validation.
Réaliser 10 postes forestiers	10	0	0	
Appuyer les Collectivités Territoriales pour la création de 115 nouveaux espaces de conservation	25	49	119	Situation sécuritaire difficile
Mettre en œuvre le plan stratégique en matière de reforestation	Diffuser 5600 kg de semences forestières améliorées ; Produire 11 000 000 de plants ; mettre en terre 10 500 000 de plants	9 225,81 kg de semences forestières améliorées diffusées ; 10177727 plants produits ; 6 364 143 plants mis en terre	45 142,32 kg de semences forestières améliorées diffusées ; 51 812 749 plants produits ; 24 731 821 plants mis en terre	Une journée nationale de l'arbre a été instituée depuis 2019. La première édition a été tenue à Tenkodogo et la seconde à Banfora
Sécuriser les aires classées	Poursuivre les actions en vue de la sécurisation de 17 aires classées	Apurement de 7 forêts classés et démarrage du processus d'immatriculation	Le démarrage du processus d'immatriculation à travers la délimitation 31 aires classées. La mobilisation sociale, le bornage et le tirage des croquis ont été réalisés pour	

Actions	Cibles 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2016-2020	Observation
22. Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique				
			6 forêts	
Reboiser les espaces verts dans les communes urbaines	15 ha	62,7 ha reboisés	223,25 ha reboisés	
En matière d'assainissement et d'amélioration du cadre de vie				
Créer 13 centres de recyclage des déchets plastiques dans les régions	Equiper les centres de Gaoua et de Manga ; Poursuivre les travaux du centre de Dédougou	Centres de Gaoua et de Manga équipés	6 centres de traitement et de valorisation des déchets plastiques construits dont 3 opérationnels, 2 en cours d'équipement ; Acquisition d'équipements au profit des centres construits	Le coût des investissements s'élève à 1 383 500 000 FCFA.
Eriger le Bureau national des évaluations environnementales (BUNEE) en Agence nationale des évaluations environnementales (ANEVE)	Ériger le BUNEE en agence	L'érection est effective		
Elaborer la stratégie nationale en matière d'aménagement paysager et son plan d'action	Valider la stratégie et son plan d'action	Validation effective de la stratégie couvrant la période 2021-2025		
En matière d'économie verte et de changement climatique				
Transformer 2 000 villages en éco villages	43	43 villages sont en cours de transformation en éco villages	La stratégie nationale de création des éco villages et son plan d'action 2018-2020 ont été adoptés ; 2000 villages ont été identifiés, 43 villages dont 13 villages pilotes ont bénéficié de certaines infrastructures.	Faible mobilisation des ressources financières
Mobiliser des financements en faveur de l'environnement et le développement durable	Mobiliser 15 milliards FCFA auprès des fonds Climat ; Mobiliser 1,2 milliard FCFA sur d'autres ressources	10,25 milliards CFA mobilisés	Environ 83,92 milliards de F CFA sur la période 2016-2020.	

Actions	Cibles 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2016-2020	Observations
23. Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme				
Opérationnaliser le Fonds de développement culturel et touristique (FDCT)	Financer 60 projets culturels et touristiques	248 projets soutenus financièrement et techniquement	Accompagnement financier et technique de 422 projets	Faiblesse des montants alloués au FDCT par l'Etat
Construire de nouvelles infrastructures culturelles	Construire des infrastructures au profit de l'Institut national de formation artistique et culturelle (INAFAC) ; Achever la salle de cinéma de Fada N'Gourma ; Poursuivre le programme de construction des infrastructures du CNAA ; Construire la cité des artistes à Bobo (étude architecturale)	Construction d'un bâtiment pédagogique de l'INAFAC ; Construction et équipement d'un bâtiment administratif du CNAA sur le site du Musée national ; Réalisation d'une étude architecturale pour la construction de la cité des artistes à Bobo Dioulasso	Achèvement de la salle de cinéma Canal Olympia Yennega à Ouagadougou, des salles polyvalentes de Gaoua et Manga ; de la salle d'exposition du CNAA, de la salle de cinéma de Fada N'Gourma Construction des latrines et du bâtiment pédagogique de l'INAFAC Réalisation d'une étude architecturale pour la construction de la cité des artistes à Bobo Dioulasso	Faiblesse des ressources, régulation budgétaire
Réhabiliter/ construire des campements, relais et réceptifs touristiques de Kompienga, Arly, Gorom-Gorom, Sindou, Karfiguela et Laongo, Boromo, etc.	Sécurisation foncière des sites et réceptifs touristiques Valider le plan stratégique de développement (PSD) de l'aménagement des sites et réceptifs	Réhabilitation du relais touristique de Boromo	Études architecturales réalisées ; 9 sites touristiques délimités ; Construction et réhabilitation d'infrastructures à Karfiguela et Sindou	Faiblesse des ressources et régulation budgétaire
Renforcer l'attractivité touristique des ruines de Loropéni	Poursuivre le programme de renforcement de l'attractivité touristique des ruines de Loropéni		Construction d'infrastructures et équipement ; Achèvement du projet de réhabilitation du sanctuaire des rois Gan et de la boutique témoin à Obiré	La faiblesse et la régulation budgétaire impactent sur les délais de réalisation des investissements
Programme de renforcement de l'attractivité touristique de la	Implanter 110 panneaux de signalisation touristiques dans la zone		Réalisation des études architecturales ; Confection en cours de 210 panneaux de signalisation touristiques dans la	Défaillance du prestataire

Actions	Cibles 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2016-2020	Observations
23. Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme				
zone de l'ouest (PRAT-ZO)	de l'Ouest		zone touristique de l'Ouest	
Projet d'aménagement éco touristique de la mare d'Oursi				Non entamé à cause de la non mobilisation des ressources financières
Projet de réalisation d'un parc d'attraction à Ouagadougou	Recruter un partenaire privé pour l'exécution en mode PPP		Réalisation de l'étude de faisabilité et l'étude de marché ; Signature en cours de convention avec le partenaire privé recruté	Retard accusé dans la mobilisation du partenaire privé

Actions	Cibles 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2016-2020	Observations
24. Ministère des Sports et des Loisirs				
Construire des centres de sports et de loisirs de proximité (CSLP)	08	00	02	Insuffisance du budget d'investissement
Construire des stades régionaux à l'occasion des festivités du 11 décembre	01	01	05	Il est construit ou réhabilité, avec pose de gazon, le stade régional de la région qui accueille les festivités du 11 décembre
Aménager 350 terrains de proximité	20	14	14	Insuffisance du budget prévu

Actions	Cibles 2020	Réalisations 2020	Réalisations cumulées 2016-2020	Observations
25. Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire				
Mettre en œuvre le Projet de prise en charge intégrée de 175 000 orphelins et autres enfants vulnérables (PECI-OEV)	60000	57 427	130 064 OEV ont été pris en charge	
Achever le centre d'accueil et de formation des enfants et jeunes en difficulté de Ouahigouya	Achever les travaux	Travaux en cours	Travaux en cours	La maîtrise d'ouvrage déléguée a été sélectionnée et les travaux débiteront courant 2021
Mettre en œuvre le Projet d'appui à la formation professionnelle, à l'emploi et à l'entrepreneuriat des personnes handicapées	Subventionner 930 personnes handicapées pour leurs micro-projets	930 personnes handicapées ont été bénéficiaires de subvention	9780 personnes handicapées ont été bénéficiaires de subvention	
Mettre en œuvre le Projet handicap et inclusion sociale	Démarrer le projet	En instance de démarrage	En instance de démarrage	Le projet sera mis en œuvre dans 3 communes de la région du Centre-Est.
Mettre en œuvre le Programme intégré d'autonomisation de la femme au Burkina Faso (PIAF-BF)	800	664	21 164 entreprises ont été immatriculées sur une cible prévisionnelle de 25 000	
Adopter la loi sur le quota genre	Adopter la loi	La Loi a été adoptée	Loi adoptée	Adoptée le 22 janvier 2020
Elaborer la stratégie nationale genre (SNG)	Adopter la stratégie	La SNG et son plan d'actions opérationnel ont été élaborés et validés. Le processus d'adoption est en cours	Stratégie nationale genre disponible	Le document a été adopté par arrêté conjoint n°2020-0001/MFSNFAH/MINEFID du 13 janvier 2021 portant adoption de la stratégie nationale genre (SNG 2020-2024)
Doter 774 700 femmes de crédits pour le financement de leurs AGR	188 000	120 847	702 506	
Nombre de Personnes déplacées internes (PDI) enregistrées	1 820 340 PDI	514 960 PDI	1 074 993 PDI ⁶	
Nombre d'enfants et de jeunes en situation de rue retirés de la rue	1 500	1 308	4 153	
Mettre en œuvre le Projet filets	Octroyer des transferts	55250 ménages	123 908 ménages	

⁶ A la date du 31 décembre 2020 selon le SP/CONASUR

Actions	Cibles 2020	Réalisations 2020	Réalisations cumulées 2016-2020	Observations
25. Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire				
sociaux « BURKIN – NAONG - SA YA » dans les régions du Nord, de l'Est, du Centre-Est, du Centre-Ouest et du Sahel	monétaires à 58 375 ménages pauvres et vulnérables	pauvres et vulnérables ont bénéficié de transferts monétaires pour un montant de 9 315 700 000 FCFA		
Mettre en œuvre le Projet filets sociaux « BURKIN – NAONG - SA YA » à travers des transferts monétaires au profit de personnes affectées par la COVID-19; de vendeuses des marchés et yaars et de personnes vulnérables des communes de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso et périphéries	43 000 personnes	26 076 personnes ont bénéficié de transferts monétaires pour un montant de 1 192 800 000 FCFA	26 076 personnes touchées par les cash transferts	

BURKINA FASO



Unité - Progrès - Justice